



**GOUVERNEMENT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

# Rapport annuel de performances

Annexe au projet de loi relative aux résultats de la gestion  
et portant approbation des comptes de l'année 2025

Budget général  
Mission ministérielle

## Remboursements et dégrèvements



# 2025



## Note explicative

---

Cette annexe au projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2025 est prévue par l'article 54-4° de la loi organique du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances (LOLF). Ce document présente et explique les réalisations effectives concernant l'ensemble des moyens regroupés au sein d'une mission et alloués à une politique publique. Il comprend les rapports annuels de performances des programmes qui lui sont associés. Les rapports annuels de performances rendent compte de l'exécution des engagements pris dans les projets annuels de performances accompagnant la loi de finances pour 2025, tant en termes d'exécution des crédits que de compte-rendu en matière de performance, d'activité des opérateurs de l'État.

**Cette annexe par mission récapitule les crédits consommés (y compris les fonds de concours et attributions de produits) et les emplois utilisés en 2025 en les détaillant par programme, action, titre et catégorie.**

La maquette budgétaire (Mission Programme Action Objectif Indicateur Opérateurs) est celle de la loi de finances pour 2025. Le cas échéant, les données relatives à l'exécution 2024 peuvent avoir été retraitées.

**Dans une première partie, le bilan de la programmation pluriannuelle, la récapitulation des crédits et des emplois ainsi que l'analyse des coûts sont présentés de façon synthétique au niveau de la mission.**

**Chaque programme constitutif de la mission est ensuite détaillé. Les parties relatives aux programmes comprennent les éléments suivants :**

**■ La présentation de la consommation effective et de la prévision initiale des crédits ainsi que le détail des charges et des dépenses fiscales :**

- les crédits, constitués d'autorisations d'engagement (AE) et de crédits de paiement (CP), sont détaillés selon la nomenclature par destination (programmes et actions) et par nature (titres et catégories). Les fonds de concours ouverts (FdC) et les attributions de produits (AdP) réalisées en 2025, ainsi que leurs évaluations initiales sont précisés ;
- les crédits 2024 ;
- les charges du programme, évaluées par action ;
- les dépenses fiscales rattachées au programme.

**■ Le rapport annuel de performances qui regroupe :**

- le bilan stratégique du programme ;
- pour chaque objectif de performance, les résultats attendus et obtenus des indicateurs et une analyse de ces résultats ;
- la justification au premier euro des mouvements de crédits et des dépenses constatées. Elle rappelle le contenu physique et financier du programme, les déterminants de la dépense effective, ainsi que les raisons des écarts avec la prévision initiale. Un échéancier des crédits de paiement associés aux autorisations d'engagement est aussi présenté ;
- une présentation des réalisations effectives des principaux opérateurs et des emplois effectivement rémunérés.

Sauf indication contraire, **les montants de crédits figurant dans les tableaux du présent document sont exprimés en euros**. Les crédits budgétaires sont présentés, selon l'article 8 de la LOLF, en autorisations d'engagement et en crédits de paiement.

**Les emplois sont exprimés en équivalents temps plein travaillé (ETPT).** On distingue les effectifs physiques qui correspondent aux agents rémunérés, quelle que soit leur quotité de travail et les ETPT (équivalents temps plein travaillé) correspondant aux effectifs physiques pondérés par la quotité de travail des agents. À titre d'exemple, un agent titulaire dont la quotité de travail est de 80 % sur toute l'année, correspond à 0,8 ETPT ou encore, un agent en CDD de 3 mois, travaillant à temps partiel à 80 % correspond à 0,8 x 3/12 ETPT.



# Sommaire

---

|                                                                                            |           |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>MISSION : Remboursements et dégrèvements</b>                                            | <b>7</b>  |
| Bilan de la programmation pluriannuelle                                                    | 8         |
| Récapitulation des crédits et des emplois                                                  | 10        |
| <b>PROGRAMME 200 : Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)</b> | <b>13</b> |
| Bilan stratégique du rapport annuel de performances                                        | 14        |
| Objectifs et indicateurs de performance                                                    | 16        |
| <i>1 – Permettre aux usagers de bénéficier de leurs droits le plus rapidement possible</i> | 16        |
| Présentation des crédits                                                                   | 19        |
| Justification au premier euro                                                              | 26        |
| <i>Éléments transversaux au programme</i>                                                  | 26        |
| <i>Dépenses pluriannuelles</i>                                                             | 28        |
| <i>Justification par action</i>                                                            | 30        |
| <i>11 – Remboursements et restitutions liés à la mécanique de l'impôt</i>                  | 30        |
| <i>12 – Remboursements et dégrèvements liés à des politiques publiques</i>                 | 33        |
| <i>13 – Remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'État</i>        | 36        |
| <i>Récapitulation des crédits et emplois alloués aux opérateurs de l'État</i>              | 42        |
| <b>PROGRAMME 201 : Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)</b> | <b>43</b> |
| Bilan stratégique du rapport annuel de performances                                        | 44        |
| Objectifs et indicateurs de performance                                                    | 46        |
| <i>1 – Permettre aux usagers de bénéficier de leurs droits le plus rapidement possible</i> | 46        |
| Présentation des crédits                                                                   | 48        |
| Justification au premier euro                                                              | 52        |
| <i>Éléments transversaux au programme</i>                                                  | 52        |
| <i>Dépenses pluriannuelles</i>                                                             | 54        |
| <i>Justification par action</i>                                                            | 56        |
| <i>01 – Contribution économique territoriale et autres impôts économiques</i>              | 56        |
| <i>02 – Taxes foncières</i>                                                                | 57        |
| <i>03 – Taxe d'habitation</i>                                                              | 58        |
| <i>04 – Admission en non valeur d'impôts locaux</i>                                        | 59        |



MISSION

**Remboursements et dégrèvements**

---

## Bilan de la programmation pluriannuelle

### BILAN STRATÉGIQUE DE LA MISSION

La mission « Remboursements et dégrèvements » retrace les dépenses liées à des situations dans lesquelles l'État restitue des recettes fiscales ou renonce à recouvrer certaines dettes des redevables. La mission comporte deux programmes—le premier pour les impôts d'État, le second pour les impôts locaux gérés par l'État au profit des collectivités locales. L'objectif partagé par ces deux programmes est de permettre aux usagers de bénéficier de leurs droits en matière de remboursements et dégrèvements d'impôts le plus rapidement possible, tout en garantissant le bien-fondé des dépenses au regard de la législation fiscale. La qualité du service rendu se traduit, notamment pour les usagers professionnels, par une gestion plus souple et efficace de leur trésorerie.

Le programme 200 « Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État » identifie les dépenses en atténuation de recettes ayant trait aux impôts d'État. Il retrace les dépenses budgétaires résultant de l'application des règles fiscales lorsqu'elles conduisent à la mise en œuvre de dégrèvements d'impôts, de remboursements et restitutions de crédits d'impôts, ou de compensations prévues par des conventions internationales ; il peut s'agir d'opérations associées à la mécanique de perception de l'impôt (action 11), ou d'opérations liées à des politiques publiques (crédits et réductions d'impôt, retracés à l'action 12). Le programme enregistre en outre un certain nombre d'opérations comptables liées aux remises gracieuses, annulations, abandons de créances (admissions en non-valeur de recettes), ou remises de débets (action 13).

En 2025, le programme 200 a enregistré un niveau de remboursements et de dégrèvements en baisse de 3,3 % par rapport à 2024. Celle-ci fait suite au ralentissement engagé en 2024 (+3,1 %) après la forte croissance de 2023 (+9,2 %).

- L'exécution de l'action 11 (mécanique de l'impôt) a diminué d'environ 4,2 Md€, dont notamment :
  - 1,8 Md€ de moindres restitutions de trop-perçus de prélèvement à la source d'impôt sur le revenu (IR), diminution liée à la forte augmentation du solde d'IR 2025 sur les revenus 2024, dont l'évolution a excédé celle du barème de taxation ;
  - une baisse de 1,2 Md€ des remboursements de crédits de TVA, essentiellement liée à celle des montants demandés en remboursement par les entreprises (actuellement estimée à -3 % par rapport à 2024), tempérée par une légère amélioration du rythme de traitement de ces demandes par les services de la DGFIP ;
  - une diminution de 0,9 Md€ des restitutions d'excédents d'acomptes d'IS, essentiellement expliquée par la relative stabilité des bénéfices des entreprises entre les années (et donc liée à une baisse similaire des recettes brutes de solde).
- L'exécution de l'action 12 (politiques publiques) a diminué de 0,3 Md€, comme celle de l'action 13 (gestion des produits de l'État).

Par rapport au montant prévisionnel inscrit en loi de finances initiale pour 2025, la dépense de ce programme a été inférieure de 6,7 Md€ (-4,7 %), essentiellement en raison des dépenses de mécanique de l'impôt (-4,7 Md€), notamment de remboursements de crédits de TVA (-4,2 Md€ : la loi de finances initiale reposait sur une hypothèse de croissance des demandes de remboursement) et dans une moindre mesure des dépenses liées à des politiques publiques (-0,8 Md€) et de gestion des produits (-1,2 Md€ ; un contentieux à fort enjeu demeure en attente de décision de justice, quand la loi de finances initiale postulait sa résolution courant 2025).

Deux des trois indicateurs de performance retenus pour ce programme ont atteint leur cible : la « part des demandes de remboursement de crédit de TVA et des restitutions de trop versé d'IS, ayant reçu une suite favorable ou partiellement favorable, traitées dans un délai égal ou inférieur à 30 jours » (indicateur 1.1) et le « taux net de réclamations contentieuses en matière d'IR, de prélèvement à la source (PAS) et de contribution à l'audiovisuel public des particuliers traitées dans un délai de 30 jours par les services locaux » (indicateur 1.3).

L'indicateur 1.2 « Ancienneté des demandes de remboursement de crédit de TVA non imputable qui ont fait l'objet d'un remboursement (partiel ou total) dans un délai strictement supérieur à 30 jours » manque la sienne, mais s'améliore par rapport à l'exercice 2024.

**Le programme 201 « Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux »** finance quant à lui les dépenses correspondant aux dégrèvements d'impôts locaux ou à des opérations comptables (remises gracieuses, annulations, admissions en non-valeur).

L'exécution 2025 des dépenses du programme 201 s'est soldée par un niveau de remboursements et de dégrèvements en repli de 4,4 % (-0,2 Md€) par rapport au montant prévisionnel inscrit en loi de finances initiale et de 8,8 % (-0,4 Md€) par rapport à son exécution 2024, essentiellement en raison de la baisse des dégrèvements de taxe d'habitation (-0,5 Md€ par rapport à 2024), en lien avec les travaux mis en œuvre par la DGFIP pour améliorer la qualité de la taxation et sensibiliser les propriétaires de biens immobiliers.

L'unique indicateur du programme 201 (« taux de réclamations contentieuses relatives à la taxe d'habitation traitées dans le délai de 30 jours par les services locaux ») couvre historiquement près du tiers du contentieux traité par les services locaux de la Direction générale des Finances publiques. En 2025, cet indicateur atteint sa cible avec une plus large marge encore qu'en 2024, ce qui atteste de la réactivité et de la mobilisation constante de l'administration sur le traitement du contentieux de masse.

## Récapitulation des crédits et des emplois

### RÉCAPITULATION DES CRÉDITS ET DES EMPLOIS PAR PROGRAMME

#### Avertissement

La colonne « ETPT » est renseignée de la façon suivante :

- la prévision en emplois du programme correspond au total indicatif des ETPT par programme figurant dans le PAP 2025 et des transferts d'ETPT prévus en gestion ;
- l'exécution en emplois du programme correspond à la consommation des ETPT du programme pour l'année 2025 sur le périmètre de gestion du ministère (c'est-à-dire après transferts de gestion éventuels).

| Programme<br>Crédits                                                             | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement | ETPT * |
|----------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------|------------------------|--------|
| <b>200 – Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)</b> |                               |                        |        |
| Prévision                                                                        | 140 465 585 108               | 140 465 585 108        |        |
| <i>Crédits de LFI (hors FdC et AdP)</i>                                          | 143 576 796 000               | 143 576 796 000        |        |
| <i>Ouvertures / annulations (y.c. FdC et AdP)</i>                                | -3 111 210 892                | -3 111 210 892         |        |
| Exécution                                                                        | 136 845 801 209               | 136 844 347 948        |        |
| <b>201 – Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)</b> |                               |                        |        |
| Prévision                                                                        | 4 610 000 000                 | 4 610 000 000          |        |
| <i>Crédits de LFI (hors FdC et AdP)</i>                                          | 4 728 824 991                 | 4 728 824 991          |        |
| <i>Ouvertures / annulations (y.c. FdC et AdP)</i>                                | -118 824 991                  | -118 824 991           |        |
| Exécution                                                                        | 4 519 094 060                 | 4 519 874 583          |        |
| <b>Total Prévision</b>                                                           | <b>145 075 585 108</b>        | <b>145 075 585 108</b> |        |
| <b>Total Exécution</b>                                                           | <b>141 364 895 269</b>        | <b>141 364 222 531</b> |        |

\* Répartition indicative par programme du plafond ministériel d'emplois

## RÉCAPITULATION DES CRÉDITS PAR PROGRAMME ET ACTION

| Numéro et intitulé du programme ou de l'action<br><i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP<br/>Consommation</i> | Autorisations d'engagement         |                                    | Crédits de paiement                |                                    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|
|                                                                                                         | 2024                               | 2025                               | 2024                               | 2025                               |
| 200 – Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)                               | 136 189 146 022<br>141 573 590 889 | 143 576 796 000<br>136 845 801 209 | 136 189 146 022<br>141 568 330 580 | 143 576 796 000<br>136 844 347 948 |
| 11 – Remboursements et restitutions liés à la mécanique de l'impôt                                      | 103 358 158 375<br>107 982 187 077 | 108 549 200 000<br>103 826 836 858 | 103 358 158 375<br>107 982 287 904 | 108 549 200 000<br>103 826 768 976 |
| 12 – Remboursements et dégrèvements liées à des politiques publiques                                    | 17 803 815 042<br>17 934 249 364   | 18 497 575 000<br>17 661 519 704   | 17 803 815 042<br>17 935 063 942   | 18 497 575 000<br>17 659 287 920   |
| 13 – Remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'État                            | 15 027 172 605<br>15 657 154 448   | 16 530 021 000<br>15 357 444 647   | 15 027 172 605<br>15 650 978 734   | 16 530 021 000<br>15 358 291 052   |
| 201 – Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)                               | 4 291 000 000<br>4 955 159 269     | 4 728 824 991<br>4 519 094 060     | 4 291 000 000<br>4 955 165 410     | 4 728 824 991<br>4 519 874 583     |
| 01 – Contribution économique territoriale et autres impôts économiques                                  | 1 612 000 000<br>1 099 581 375     | 1 421 999 991<br>1 263 336 175     | 1 612 000 000<br>1 099 596 444     | 1 421 999 991<br>1 263 339 421     |
| 02 – Taxes foncières                                                                                    | 1 925 000 000<br>2 110 630 425     | 2 069 000 000<br>1 894 818 261     | 1 925 000 000<br>2 110 638 205     | 2 069 000 000<br>1 894 824 967     |
| 03 – Taxe d'habitation                                                                                  | 311 000 000<br>1 255 440 452       | 771 000 000<br>753 325 613         | 311 000 000<br>1 255 423 744       | 771 000 000<br>754 107 073         |
| 04 – Admission en non valeur d'impôts locaux                                                            | 443 000 000<br>489 507 017         | 466 825 000<br>607 614 012         | 443 000 000<br>489 507 017         | 466 825 000<br>607 603 123         |

## RÉCAPITULATION DES CRÉDITS PAR PROGRAMME ET TITRE

| Numéro et intitulé du programme ou du titre<br><i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP<br/>Consommation</i> | Autorisations d'engagement                       |                                                  | Crédits de paiement                              |                                                  |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------|--------------------------------------------------|--------------------------------------------------|--------------------------------------------------|
|                                                                                                      | 2024                                             | 2025                                             | 2024                                             | 2025                                             |
| 200 – Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)                            | 136 189 146 022<br>141 573 590 889               | 143 576 796 000<br>136 845 801 209               | 136 189 146 022<br>141 568 330 580               | 143 576 796 000<br>136 844 347 948               |
| Titre 2. Dépenses de personnel                                                                       | 0<br>0                                           | 0<br>0                                           | 0<br>1 690                                       | 0<br>0                                           |
| <b>Autres dépenses :</b>                                                                             | <b>136 189 146 022</b><br><b>141 573 590 889</b> | <b>143 576 796 000</b><br><b>136 845 801 209</b> | <b>136 189 146 022</b><br><b>141 568 328 890</b> | <b>143 576 796 000</b><br><b>136 844 347 948</b> |
| Titre 3. Dépenses de fonctionnement                                                                  | 3 313 799 369<br>3 526 039 944                   | 4 775 932 000<br>4 432 953 266                   | 3 313 799 369<br>3 520 004 008                   | 4 775 932 000<br>4 432 982 746                   |
| Titre 6. Dépenses d'intervention                                                                     | 132 875 346 653<br>138 047 550 945               | 138 800 864 000<br>132 412 847 942               | 132 875 346 653<br>138 048 324 882               | 138 800 864 000<br>132 411 365 202               |
| 201 – Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)                            | 4 291 000 000<br>4 955 159 269                   | 4 728 824 991<br>4 519 094 060                   | 4 291 000 000<br>4 955 165 410                   | 4 728 824 991<br>4 519 874 583                   |
| Titre 3. Dépenses de fonctionnement                                                                  | 0<br>53 555 126                                  | 0<br>21 322 436                                  | 0<br>53 555 126                                  | 0<br>21 322 436                                  |
| Titre 6. Dépenses d'intervention                                                                     | 4 291 000 000<br>4 901 604 143                   | 4 728 824 991<br>4 497 771 624                   | 4 291 000 000<br>4 901 610 284                   | 4 728 824 991<br>4 498 552 147                   |
| <b>Total</b>                                                                                         | <b>140 480 146 022</b><br><b>146 528 750 158</b> | <b>148 305 620 991</b><br><b>141 364 895 269</b> | <b>140 480 146 022</b><br><b>146 523 495 990</b> | <b>148 305 620 991</b><br><b>141 364 222 531</b> |
| Titre 2. Dépenses de personnel                                                                       | 0<br>0                                           | 0<br>0                                           | 0<br>1 690                                       | 0<br>0                                           |
| <b>Autres dépenses :</b>                                                                             | <b>140 480 146 022</b><br><b>146 528 750 158</b> | <b>148 305 620 991</b><br><b>141 364 895 269</b> | <b>140 480 146 022</b><br><b>146 523 494 300</b> | <b>148 305 620 991</b><br><b>141 364 222 531</b> |
| Titre 3. Dépenses de fonctionnement                                                                  | 3 313 799 369<br>3 579 595 070                   | 4 775 932 000<br>4 454 275 702                   | 3 313 799 369<br>3 573 559 134                   | 4 775 932 000<br>4 454 305 182                   |
| Titre 6. Dépenses d'intervention                                                                     | 137 166 346 653<br>142 949 155 088               | 143 529 688 991<br>136 910 619 567               | 137 166 346 653<br>142 949 935 166               | 143 529 688 991<br>136 909 917 349               |

PROGRAMME 200

**Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État  
(crédits évaluatifs)**

---

## Bilan stratégique du rapport annuel de performances

**Amélie VERDIER**

*Directrice générale des Finances publiques*

Responsable du programme n° 200 : Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)

**Le programme 200 couvre les dépenses effectuées en atténuation de recettes fiscales de l'État et des opérateurs.**

Il vise principalement à retracer les dépenses budgétaires résultant de l'application des règles fiscales lorsqu'elles conduisent à des dégrèvements d'impôt, des remboursements ou restitutions de crédits d'impôt, ou des compensations prévues par des conventions fiscales internationales. Il enregistre en outre un certain nombre d'opérations comptables liées aux remises gracieuses, annulations, abandons de créances (admissions en non-valeur de recettes), ou remises de débits.

**Les différents types de dépenses** intégrées à ce programme sont :

- les remboursements de trop-versés d'impôt—ces derniers peuvent avoir été effectués soit par versement spontané, notamment pour les impôts, comme l'impôt sur les sociétés, qui donnent lieu au paiement d'acomptes ; soit par prélèvement, dans le cadre de la collecte à la source de l'impôt sur le revenu ;
- les restitutions de crédits d'impôt, lorsque ces crédits dépassent l'impôt dû et qu'ils remplissent les conditions de reversement ; seule la fraction restituée est enregistrée dans ce programme budgétaire—et non la partie imputée sur l'impôt (qui représente l'autre volet de la dépense fiscale retracée dans le tome II de l'annexe « Évaluation des voies et moyens » des projets de lois de finances) ;
- les dégrèvements, calculés après l'émission initiale de l'impôt, pour rectifier des erreurs ou refléter l'issue de procédures contentieuses ;
- les remises gracieuses aboutissant à une annulation ou une diminution de la dette de contribuables. Elles peuvent porter sur le principal de l'impôt ou sur ses accessoires (pénalités, majorations et autres frais mis à la charge des contribuables défaillants) ;
- les admissions en non-valeur et autres régularisations comptables résultant de la constatation du caractère irrécouvrable de créances, notamment dans les cas de disparition du débiteur ou d'absence de biens saisissables, ainsi que les remises de débits ;
- les versements opérés en application de conventions fiscales internationales ;
- les intérêts moratoires acquittés par l'État.

Les dépenses énumérées ci-dessus peuvent dans certains cas être des dépenses d'ordre (c'est-à-dire sans opération de décaissement réel), qui ont pour contrepartie des recettes d'ordre (remise, annulation, admission en non valeur, ou dégrèvement n'ayant pas donné lieu à un paiement préalable).

**Les dépenses du programme sont distinguées selon qu'elles relèvent de la mécanique du recouvrement de l'impôt (action 11), de certaines politiques publiques (action 12) ou de la gestion de l'impôt (action 13).**

Les remboursements liés à la mécanique de l'impôt ont décru de 4,2 Md€ en 2025 par rapport à 2024, avec notamment :

- 1,8 Md€ de moindres restitutions de trop-perçus de prélèvement à la source d'IR, diminution liée à la forte augmentation du solde d'IR 2025 sur les revenus 2024, dont l'évolution a excédé celle du barème de taxation ;
- une baisse de 1,2 Md€ des remboursements de crédits de TVA, essentiellement liée à celle des montants demandés en remboursement par les entreprises (actuellement estimée à -3 % par rapport à 2024), tempérée par une légère amélioration du rythme de traitement de ces demandes par les services de la DGFIP ;

- une diminution de 0,9 Md€ des restitutions d'excédents d'acomptes d'IS, essentiellement expliquée par la relative stabilité des bénéfices des entreprises entre les années (et donc liée à une baisse similaire des recettes brutes de solde).

Les remboursements liés à des politiques publiques ont diminué d'environ 0,3 Md€ entre 2024 et 2025, ainsi que ceux liés à la gestion des produits de l'État.

Le programme est mis en œuvre par les services déconcentrés de la Direction générale des Finances publiques (DGFIP) et de la Direction générale des Douanes et droits indirects (DGDDI).

**Les trois indicateurs du programme ont été définis en cohérence avec le double objectif de qualité et de rapidité du programme :** permettre aux usagers de bénéficier de leurs droits en matière de remboursements et dégrèvements d'impôts d'État le plus rapidement possible, tout en garantissant le bien-fondé des dépenses au regard de la législation. Du point de vue des usagers, notamment professionnels, il s'agit de pouvoir gérer de manière fluide leur trésorerie pour éviter des frais financiers inutiles et gagner en efficacité.

Les réalisations des indicateurs de performance 1.1 et 1.3 sont supérieures aux niveaux cibles inscrits dans le projet annuel de performance alors que l'indicateur 1.2, malgré une amélioration par rapport à 2024, n'atteint pas la cible fixée.

## RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

---

### **OBJECTIF 1 : Permettre aux usagers de bénéficier de leurs droits le plus rapidement possible**

INDICATEUR 1.1 : Part des demandes de remboursement de crédit de TVA et des restitutions de trop versé d'IS, ayant reçu une suite favorable ou partiellement favorable, traitées dans un délai égal ou inférieur à 30 jours

INDICATEUR 1.2 : Ancienneté des demandes de remboursement de crédit de TVA non imputable qui ont fait l'objet d'un remboursement (partiel ou total) dans un délai strictement supérieur à 30 jours

INDICATEUR 1.3 : Taux net de réclamations contentieuses en matière d'IR, de prélèvement à la source (PAS) et de contribution à l'audiovisuel public des particuliers traitées dans un délai de 30 jours par les services locaux

# Objectifs et indicateurs de performance

## OBJECTIF

1 – Permettre aux usagers de bénéficier de leurs droits le plus rapidement possible

Les indicateurs de performance 1.1 et 1.3 ont dépassé les cibles du projet annuel de performance alors que l'indicateur 1.2 n'a pas atteint l'objectif fixé, malgré sa nette amélioration par rapport à 2024.

## INDICATEUR

1.1 – Part des demandes de remboursement de crédit de TVA et des restitutions de trop versé d'IS, ayant reçu une suite favorable ou partiellement favorable, traitées dans un délai égal ou inférieur à 30 jours

(du point de vue de l'usager)

|        | Unité | 2023<br>Réalisation | 2024<br>Réalisation | 2025<br>Cible | 2025<br>Réalisation | Atteinte<br>de la cible | 2026<br>Cible |
|--------|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| TVA+IS | %     | 89,1                | 91,5                | 80,0          | 91,3                | cible atteinte          | 80,0          |

### Commentaires techniques

Exprimé en pourcentage, cet indicateur mesure la proportion d'entreprises ayant obtenu le remboursement d'un crédit de TVA ou d'une restitution d'impôt sur les sociétés dans les trente jours qui suivent le dépôt de leur demande auprès du service des impôts dont elles dépendent, hors délai bancaire. Ce taux comprend au numérateur le nombre de demandes déposées dans l'année ayant donné lieu à admission totale ou partielle et ayant été remboursées dans un délai inférieur ou égal à 30 jours et au dénominateur le nombre total de demandes déposées dans l'année ayant donné lieu à une admission totale ou partielle et ayant été remboursées.

Source des données : applications informatiques de gestion de la DGFIP

## ANALYSE DES RÉSULTATS

La DGFIP est très attentive à ses délais de traitement et s'efforce de faire en sorte que les usagers bénéficient le plus rapidement possible de leurs droits, tout en maintenant les contrôles nécessaires à une dépense de qualité.

Le processus de traitement des demandes de remboursement de crédits de TVA (RCTVA) et de restitution d'excédents d'impôt sur les sociétés (IS) poursuit deux objectifs : d'une part, permettre aux usagers de bénéficier de leurs droits dans les meilleurs délais et, d'autre part, garantir la validité des décisions au regard de la législation et donc l'intégrité budgétaire. Ainsi, le niveau cible du délai de traitement résulte d'un compromis entre ces deux ambitions. L'objectif prioritaire de traiter, dans un délai inférieur ou égal à 30 jours, 80 % des demandes de RCTVA et de restitutions d'acomptes ou de trop versé d'impôt sur les sociétés, a été reconduit aux exercices 2026 et suivants.

À fin 2025, 91,3 % des demandes de RCTVA et de restitutions de trop versé d'IS ayant reçu une suite favorable ou partiellement favorable ont fait l'objet d'un remboursement en moins de 30 jours, proportion en très légère baisse (-0,2 point) par rapport à celle observée en 2024 (91,5 %). La valeur de l'indicateur demeure toutefois très supérieure à l'objectif fixé.

### Composante TVA de l'indicateur

Pour les RCTVA, l'indicateur de performance est largement respecté, assurant aux usagers le bénéfice de leurs droits le plus rapidement possible afin de ne pas pénaliser leur trésorerie. La proportion de demandes ayant reçu une suite favorable ou partiellement favorable, qui ont fait l'objet d'un remboursement en moins de 30 jours, s'établit en effet à 90,98 % en 2025 (contre 91,34 % en 2024). En dépit du léger repli (-0,36 point) constaté, la composante TVA enregistre, au 31 décembre 2025, un résultat national très supérieur à la cible fixée dans le cadre du projet annuel de performance (80 %).

Composante IS de l'indicateur

Concernant les demandes de restitution d'excédent d'IS, l'indicateur est lui aussi largement supérieur à la cible de 80 %. Il s'établit, en effet, à 92,65 % pour l'année 2025, en hausse de 0,33 point par rapport à 2024 (92,32 %). Cette hausse s'explique par la maîtrise du processus de remboursement d'IS par les services dans un contexte d'augmentation de plus de 6 % du nombre de demandes de remboursement (408 489 au 31 décembre 2025 contre 383 562 au 31 décembre 2024) et du nombre d'entreprises à l'IS (environ 100 000 entreprises supplémentaires en 2025).

INDICATEUR

1.2 – Ancienneté des demandes de remboursement de crédit de TVA non imputable qui ont fait l'objet d'un remboursement (partiel ou total) dans un délai strictement supérieur à 30 jours

(du point de vue du contribuable)

|                                                           | Unité | 2023<br>Réalisation | 2024<br>Réalisation | 2025<br>Cible | 2025<br>Réalisation | Atteinte<br>de la cible | 2026<br>Cible |
|-----------------------------------------------------------|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Ancienneté des demandes de remboursement de crédit de TVA | jours | 64,0                | 67,1                | 60,0          | 66,3                | amélioration            | 60,0          |

Commentaires techniques

Exprimé en jours, cet indicateur mesure le temps de traitement moyen des demandes de remboursement de crédits de TVA lorsqu'elles ont fait l'objet d'un remboursement (total ou partiel) dans un délai strictement supérieur à 30 jours. Le temps de traitement s'entend ici comme le délai entre le dépôt de la demande par le contribuable et la date de mise en paiement de la décision initiale, augmenté d'un jour correspondant au délai d'envoi des instructions à la Banque de France.  
Source des données : applications informatiques de la DGFIP.

ANALYSE DES RÉSULTATS

Cet indicateur mesure la durée moyenne pour que les demandes de remboursement de crédit de TVA non imputable fassent l'objet d'un remboursement total ou partiel, en ne considérant que les demandes qui connaissent un délai strictement supérieur à 30 jours (cf. Indicateur 1.1).

La cible, ambitieuse, de l'indicateur avait été initialement arrêtée à 60 jours, et maintenue depuis. En 2025, l'indicateur a enregistré une légère amélioration, avec un délai moyen de traitement qui s'établit à 66,3 jours contre 67,1 jours en 2024. Ce résultat a été obtenu dans un contexte de hausse de plus de 7 % du nombre de demandes traitées en circuit long, lesquelles nécessitent des contrôles qualitatifs plus approfondis (137 577 demandes en 2025 contre 128 280 en 2024).

Si l'objectif fixé à 60 jours n'est pas atteint, le niveau actuel de 66,3 jours permet aux services instructeurs de mener à bien l'analyse approfondie des demandes orientées en circuit long, et ainsi de limiter les risques sur les remboursements les plus significatifs et les plus complexes tout en permettant une restitution aux entreprises de leurs créances qui reste relativement rapide.

## INDICATEUR

### 1.3 – Taux net de réclamations contentieuses en matière d'IR, de prélèvement à la source (PAS) et de contribution à l'audiovisuel public des particuliers traitées dans un délai de 30 jours par les services locaux

(du point de vue de l'utilisateur)

|                                                                                                                                                                                                                | Unité | 2023<br>Réalisation | 2024<br>Réalisation | 2025<br>Cible | 2025<br>Réalisation | Atteinte<br>de la cible | 2026<br>Cible |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Taux net de réclamations contentieuses en matière d'IR, de prélèvement à la source (PAS) et de contribution à l'audiovisuel public des particuliers traitées dans un délai de 30 jours par les services locaux | %     | 94,8                | 95,9                | 94,0          | 96,1                | cible atteinte          | 94,0          |

#### Commentaires techniques

Exprimé en pourcent, cet indicateur mesure la part de réclamations contentieuses qui ont pu être traitées dans un délai d'un mois par les services locaux de la DGFIP. Il comprend au numérateur le nombre de réclamations contentieuses traitées dans un délai d'au plus 30 jours et au dénominateur le nombre de réclamations traitées sur l'année. Il couvre les réclamations au titre de l'impôt sur le revenu, la contribution à l'audiovisuel public, et le prélèvement à la source. À compter de 2026, les contentieux résiduels de CAP seront écartés du calcul, la contribution ayant été supprimée en 2022. Source des données : applications informatiques de la DGFIP.

## ANALYSE DES RÉSULTATS

Cet indicateur mesure le taux net de réclamations contentieuses des particuliers en matière d'impôt sur le revenu (IR), de prélèvement à la source (PAS) et, jusqu'à l'année 2025 incluse, de contribution à l'audiovisuel public (CAP) traitées dans le délai de 30 jours par les services locaux.

Au 31 décembre 2025, 96,1 % des réclamations avaient été traitées dans le délai de 30 jours. Ce résultat, en progrès par rapport à 2024 (95,9 %) et supérieur à l'objectif (94,0 %), confirme la performance des services locaux de la Direction générale des Finances publiques.

Le contexte est celui d'une légère augmentation des réclamations en matière d'IR (environ 790 000 décisions ont été prononcées par les services locaux en 2025, 763 000 en 2024, dont 96,1 % en moins de 30 jours).

Les réclamations relatives au prélèvement à la source sont en reflux marqué, mais leur faible volume limite leur influence dans la réalisation de l'indicateur. En 2025, 9 600 réclamations ont été traitées (contre 12 000 en 2024) dont 97,0 % en moins de trente jours (96,7 % en 2024).

Enfin, la suppression de la contribution à l'audiovisuel public en 2022 a conduit à un tarissement progressif des réclamations contentieuses en la matière : à peine plus de 300 affaires ont été traitées en 2025. Cette extinction progressive de contentieux résiduels explique la mise à l'écart de cette composante de l'indicateur à compter de 2026.

## Présentation des crédits

### 2025 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS OUVERTS ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

#### 2025 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action<br><br>Prévision LFI 2025<br>Consommation 2025                                | Titre 3<br>Dépenses de<br>fonctionnement | Titre 6<br>Dépenses<br>d'intervention | Total                              | Total<br>y.c. FdC et AdP<br>prévus en LFI |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------|---------------------------------------|------------------------------------|-------------------------------------------|
| 11 – Remboursements et restitutions liés à la mécanique de l'impôt                                                                |                                          | 108 549 200 000<br>103 826 836 858    | 108 549 200 000<br>103 826 836 858 | 108 549 200 000                           |
| 11.01 – Impôts sur les sociétés                                                                                                   |                                          | 15 820 613 000<br>17 064 642 607      | 15 820 613 000<br>17 064 642 607   | 15 820 613 000                            |
| 11.02 – Taxe sur la valeur ajoutée                                                                                                |                                          | 78 259 000 000<br>74 031 909 249      | 78 259 000 000<br>74 031 909 249   | 78 259 000 000                            |
| 11.03 – Plafonnement des impositions directes                                                                                     |                                          | 37 506                                | 0<br>37 506                        | 0                                         |
| 11.04 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la mécanique de l'impôt                                                      |                                          | 605 815 000<br>525 370 024            | 605 815 000<br>525 370 024         | 605 815 000                               |
| 11.05 – Impôt sur le revenu                                                                                                       |                                          | 13 313 772 000<br>11 686 239 885      | 13 313 772 000<br>11 686 239 885   | 13 313 772 000                            |
| 11.06 – Restitutions de prélèvement de solidarité                                                                                 |                                          | 550 000 000<br>518 637 587            | 550 000 000<br>518 637 587         | 550 000 000                               |
| 12 – Remboursements et dégrèvements liées à des politiques publiques                                                              |                                          | 18 497 575 000<br>17 661 519 704      | 18 497 575 000<br>17 661 519 704   | 18 497 575 000                            |
| 12.02 – Impôt sur le revenu                                                                                                       |                                          | 2 229 316 000<br>2 142 714 620        | 2 229 316 000<br>2 142 714 620     | 2 229 316 000                             |
| 12.03 – Impôt sur les sociétés                                                                                                    |                                          | 6 702 353 000<br>6 198 969 122        | 6 702 353 000<br>6 198 969 122     | 6 702 353 000                             |
| 12.04 – Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques                                                             |                                          | 1 572 532 000<br>1 678 564 997        | 1 572 532 000<br>1 678 564 997     | 1 572 532 000                             |
| 12.05 – Taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel                                                                        |                                          | 63 795 000<br>106 133 773             | 63 795 000<br>106 133 773          | 63 795 000                                |
| 12.06 – Contribution pour l'audiovisuel public                                                                                    |                                          | 99 539                                | 0<br>99 539                        | 0                                         |
| 12.07 – Prélèvement sur le produit des jeux                                                                                       |                                          |                                       | 0<br>0                             | 0                                         |
| 12.08 – Acomptes de crédits et de réductions d'impôts sur le revenu                                                               |                                          | 5 729 000 000<br>5 775 110 369        | 5 729 000 000<br>5 775 110 369     | 5 729 000 000                             |
| 12.09 – Taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité                                                                  |                                          | 128 372 000<br>88 400 945             | 128 372 000<br>88 400 945          | 128 372 000                               |
| 12.10 – Crédit d'impôt contemporain - Services aux particuliers                                                                   |                                          | 2 072 207 000<br>1 671 526 340        | 2 072 207 000<br>1 671 526 340     | 2 072 207 000                             |
| 13 – Remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'État                                                      | 4 775 932 000<br>4 432 953 266           | 11 754 089 000<br>10 924 491 381      | 16 530 021 000<br>15 357 444 647   | 16 530 021 000                            |
| 13.01 – Impôts sur le revenu - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues                                             |                                          | 2 700 000 000<br>3 258 270 355        | 2 700 000 000<br>3 258 270 355     | 2 700 000 000                             |
| 13.02 – Impôts sur les sociétés - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues                                          |                                          | 1 300 088 000<br>1 341 698 135        | 1 300 088 000<br>1 341 698 135     | 1 300 088 000                             |
| 13.03 – Autres impôts directs et taxes assimilées - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues                        | 21 228 255                               | 3 299 002 000<br>1 807 849 613        | 3 299 002 000<br>1 829 077 868     | 3 299 002 000                             |
| 13.04 – Taxe sur la valeur ajoutée - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues                                       |                                          | 3 355 000 000<br>3 148 678 316        | 3 355 000 000<br>3 148 678 316     | 3 355 000 000                             |
| 13.05 – Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues | 0                                        | 999 999 000<br>784 166 566            | 999 999 000<br>784 166 567         | 999 999 000                               |

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action<br><br>Prévision LFI 2025<br>Consommation 2025                                                   | Titre 3<br>Dépenses de<br>fonctionnement | Titre 6<br>Dépenses<br>d'intervention | Total                          | Total<br>y.c. FdC et AdP<br>prévus en LFI |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------|-------------------------------------------|
| 13.06 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'État                                                               | 950 000 000<br>414 004 303               | 526 354 993                           | 950 000 000<br>940 359 296     | 950 000 000                               |
| 13.07 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'État - Admissions en non valeur - Créances liées aux impôts        | 3 216 932 000<br>3 749 793 600           |                                       | 3 216 932 000<br>3 749 793 600 | 3 216 932 000                             |
| 13.08 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'État - Dations en paiement, intérêts moratoires, remises de débits | 609 000 000<br>247 927 107               | 2 115 425                             | 609 000 000<br>250 042 532     | 609 000 000                               |
| 13.09 – Prélèvement à la source (PAS) : dégrèvements et restitutions                                                                                 |                                          | 100 000 000<br>55 357 978             | 100 000 000<br>55 357 978      | 100 000 000                               |
| <b>Total des AE prévues en LFI</b>                                                                                                                   | <b>4 775 932 000</b>                     | <b>138 800 864 000</b>                | <b>143 576 796 000</b>         | <b>143 576 796 000</b>                    |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP                                                                                                              |                                          |                                       |                                |                                           |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP                                                                                                             | -3 111 210 892 (hors titre 2)            |                                       | -3 111 210 892                 |                                           |
| Total des AE ouvertes                                                                                                                                | 140 465 585 108 (hors titre 2)           |                                       | 140 465 585 108                |                                           |
| <b>Total des AE consommées</b>                                                                                                                       | <b>4 432 953 266</b>                     | <b>132 412 847 942</b>                | <b>136 845 801 209</b>         |                                           |

## 2025 / CRÉDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action<br><br>Prévision LFI 2025<br>Consommation 2025 | Titre 3<br>Dépenses de<br>fonctionnement | Titre 6<br>Dépenses<br>d'intervention | Total                              | Total<br>y.c. FdC et AdP<br>prévus en LFI |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------|---------------------------------------|------------------------------------|-------------------------------------------|
| 11 – Remboursements et restitutions liés à la mécanique de l'impôt                                 |                                          | 108 549 200 000<br>103 826 768 976    | 108 549 200 000<br>103 826 768 976 | 108 549 200 000                           |
| 11.01 – Impôts sur les sociétés                                                                    |                                          | 15 820 613 000<br>17 064 648 083      | 15 820 613 000<br>17 064 648 083   | 15 820 613 000                            |
| 11.02 – Taxe sur la valeur ajoutée                                                                 |                                          | 78 259 000 000<br>74 031 835 143      | 78 259 000 000<br>74 031 835 143   | 78 259 000 000                            |
| 11.03 – Plafonnement des impositions directes                                                      |                                          | 37 506                                | 0<br>37 506                        | 0                                         |
| 11.04 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la mécanique de l'impôt                       |                                          | 605 815 000<br>525 370 772            | 605 815 000<br>525 370 772         | 605 815 000                               |
| 11.05 – Impôt sur le revenu                                                                        |                                          | 13 313 772 000<br>11 686 239 885      | 13 313 772 000<br>11 686 239 885   | 13 313 772 000                            |
| 11.06 – Restitutions de prélèvement de solidarité                                                  |                                          | 550 000 000<br>518 637 587            | 550 000 000<br>518 637 587         | 550 000 000                               |
| 12 – Remboursements et dégrèvements liées à des politiques publiques                               |                                          | 18 497 575 000<br>17 659 287 920      | 18 497 575 000<br>17 659 287 920   | 18 497 575 000                            |
| 12.02 – Impôt sur le revenu                                                                        |                                          | 2 229 316 000<br>2 142 714 620        | 2 229 316 000<br>2 142 714 620     | 2 229 316 000                             |
| 12.03 – Impôt sur les sociétés                                                                     |                                          | 6 702 353 000<br>6 198 969 122        | 6 702 353 000<br>6 198 969 122     | 6 702 353 000                             |
| 12.04 – Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques                              |                                          | 1 572 532 000<br>1 676 515 980        | 1 572 532 000<br>1 676 515 980     | 1 572 532 000                             |
| 12.05 – Taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel                                         |                                          | 63 795 000<br>105 951 006             | 63 795 000<br>105 951 006          | 63 795 000                                |
| 12.06 – Contribution pour l'audiovisuel public                                                     |                                          | 99 539                                | 0<br>99 539                        | 0                                         |
| 12.07 – Prélèvement sur le produit des jeux                                                        |                                          |                                       | 0<br>0                             | 0                                         |
| 12.08 – Acomptes de crédits et de réductions d'impôts sur le revenu                                |                                          | 5 729 000 000<br>5 775 110 369        | 5 729 000 000<br>5 775 110 369     | 5 729 000 000                             |
| 12.09 – Taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité                                   |                                          | 128 372 000<br>88 400 945             | 128 372 000<br>88 400 945          | 128 372 000                               |
| 12.10 – Crédit d'impôt contemporain - Services aux particuliers                                    |                                          | 2 072 207 000<br>1 671 526 340        | 2 072 207 000<br>1 671 526 340     | 2 072 207 000                             |

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action<br><br>Prévision LFI 2025<br>Consommation 2025                                                  | Titre 3<br>Dépenses de<br>fonctionnement | Titre 6<br>Dépenses<br>d'intervention | Total                            | Total<br>y.c. FdC et AdP<br>prévus en LFI |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------|---------------------------------------|----------------------------------|-------------------------------------------|
| 13 – Remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'État                                                                        | 4 775 932 000<br>4 432 982 746           | 11 754 089 000<br>10 925 308 306      | 16 530 021 000<br>15 358 291 052 | 16 530 021 000                            |
| 13.01 – Impôts sur le revenu - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues                                                               |                                          | 2 700 000 000<br>3 258 272 932        | 2 700 000 000<br>3 258 272 932   | 2 700 000 000                             |
| 13.02 – Impôts sur les sociétés - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues                                                            |                                          | 1 300 088 000<br>1 341 698 135        | 1 300 088 000<br>1 341 698 135   | 1 300 088 000                             |
| 13.03 – Autres impôts directs et taxes assimilées - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues                                          | 21 228 255                               | 3 299 002 000<br>1 808 841 773        | 3 299 002 000<br>1 830 070 028   | 3 299 002 000                             |
| 13.04 – Taxe sur la valeur ajoutée - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues                                                         |                                          | 3 355 000 000<br>3 148 678 899        | 3 355 000 000<br>3 148 678 899   | 3 355 000 000                             |
| 13.05 – Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues                   | 0                                        | 999 999 000<br>784 167 082            | 999 999 000<br>784 167 083       | 999 999 000                               |
| 13.06 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'État                                                              | 950 000 000<br>414 029 063               | 526 175 882                           | 950 000 000<br>940 204 945       | 950 000 000                               |
| 13.07 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'État - Admissions en non valeur - Créances liées aux impôts       | 3 216 932 000<br>3 749 793 384           |                                       | 3 216 932 000<br>3 749 793 384   | 3 216 932 000                             |
| 13.08 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'État - Dations en paiement, intérêts moratoires, remises de débet | 609 000 000<br>247 932 044               | 2 115 625                             | 609 000 000<br>250 047 668       | 609 000 000                               |
| 13.09 – Prélèvement à la source (PAS) : dégrèvements et restitutions                                                                                |                                          | 100 000 000<br>55 357 978             | 100 000 000<br>55 357 978        | 100 000 000                               |
| <b>Total des CP prévus en LFI</b>                                                                                                                   | <b>4 775 932 000</b>                     | <b>138 800 864 000</b>                | <b>143 576 796 000</b>           | <b>143 576 796 000</b>                    |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP                                                                                                             |                                          |                                       |                                  |                                           |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP                                                                                                            | -3 111 210 892 (hors titre 2)            |                                       | -3 111 210 892                   |                                           |
| Total des CP ouverts                                                                                                                                | 140 465 585 108 (hors titre 2)           |                                       | 140 465 585 108                  |                                           |
| <b>Total des CP consommés</b>                                                                                                                       | <b>4 432 982 746</b>                     | <b>132 411 365 202</b>                | <b>136 844 347 948</b>           |                                           |

## 2024 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LFI) ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

## 2024 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action<br><br>Prévision LFI 2024<br>Consommation 2024 | Titre 2<br>Dépenses de<br>personnel | Titre 3<br>Dépenses de<br>fonctionnement | Titre 6<br>Dépenses<br>d'intervention | Total<br>hors FdC et AdP<br>prévus en LFI | Total<br>y.c. FdC et AdP           |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|------------------------------------------|---------------------------------------|-------------------------------------------|------------------------------------|
| 11 – Remboursements et restitutions liés à la mécanique de l'impôt                                 |                                     |                                          | 103 358 158 375<br>107 982 187 077    | 103 358 158 375                           | 103 358 158 375<br>107 982 187 077 |
| 11.01 – Impôts sur les sociétés                                                                    |                                     |                                          | 11 382 168 515<br>18 006 355 053      | 11 382 168 515                            | 11 382 168 515<br>18 006 355 053   |
| 11.02 – Taxe sur la valeur ajoutée                                                                 |                                     |                                          | 79 326 599 860<br>75 249 706 635      | 79 326 599 860                            | 79 326 599 860<br>75 249 706 635   |
| 11.03 – Plafonnement des impositions directes                                                      |                                     |                                          | 390 000                               | 390 000                                   | 390 000<br>0                       |
| 11.04 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la mécanique de l'impôt                       |                                     |                                          | 200 000 000<br>682 971 965            | 200 000 000                               | 200 000 000<br>682 971 965         |
| 11.05 – Impôt sur le revenu                                                                        |                                     |                                          | 11 949 000 000<br>13 527 447 017      | 11 949 000 000                            | 11 949 000 000<br>13 527 447 017   |

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action<br><br>Prévision LFI 2024<br>Consommation 2024                                                   | Titre 2<br>Dépenses de<br>personnel | Titre 3<br>Dépenses de<br>fonctionnement | Titre 6<br>Dépenses<br>d'intervention | Total<br>hors FdC et AdP<br>prévus en LFI | Total<br>y.c. FdC et AdP         |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|------------------------------------------|---------------------------------------|-------------------------------------------|----------------------------------|
| 11.06 – Restitutions de prélèvement de solidarité                                                                                                    |                                     |                                          | 500 000 000<br>515 706 408            | 500 000 000                               | 500 000 000<br>515 706 408       |
| 12 – Remboursements et dégrèvements liés à des politiques publiques                                                                                  |                                     |                                          | 17 803 815 042<br>17 934 249 364      | 17 803 815 042                            | 17 803 815 042<br>17 934 249 364 |
| 12.02 – Impôt sur le revenu                                                                                                                          |                                     |                                          | 2 103 000 000<br>2 163 103 823        | 2 103 000 000                             | 2 103 000 000<br>2 163 103 823   |
| 12.03 – Impôt sur les sociétés                                                                                                                       |                                     |                                          | 6 337 938 267<br>6 592 549 432        | 6 337 938 267                             | 6 337 938 267<br>6 592 549 432   |
| 12.04 – Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques                                                                                |                                     |                                          | 1 989 754 450<br>2 007 954 896        | 1 989 754 450                             | 1 989 754 450<br>2 007 954 896   |
| 12.05 – Taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel                                                                                           |                                     |                                          | 15 000 000<br>63 811 957              | 15 000 000                                | 15 000 000<br>63 811 957         |
| 12.06 – Contribution pour l'audiovisuel public                                                                                                       |                                     |                                          | 138                                   | 0                                         | 0<br>138                         |
| 12.07 – Prélèvement sur le produit des jeux                                                                                                          |                                     |                                          |                                       | 0                                         | 0<br>0                           |
| 12.08 – Acomptes de crédits et de réductions d'impôts sur le revenu                                                                                  |                                     |                                          | 5 370 000 000<br>5 762 297 968        | 5 370 000 000                             | 5 370 000 000<br>5 762 297 968   |
| 12.09 – Taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité                                                                                     |                                     |                                          | 100 000 000<br>77 916 626             | 100 000 000                               | 100 000 000<br>77 916 626        |
| 12.10 – Crédit d'impôt contemporain - Services aux particuliers                                                                                      |                                     |                                          | 1 888 122 325<br>1 266 614 525        | 1 888 122 325                             | 1 888 122 325<br>1 266 614 525   |
| 13 – Remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'État                                                                         |                                     | 3 313 799 369<br>3 526 039 944           | 11 713 373 236<br>12 131 114 504      | 15 027 172 605                            | 15 027 172 605<br>15 657 154 448 |
| 13.01 – Impôts sur le revenu - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues                                                                |                                     | 5 093                                    | 2 300 000 000<br>3 668 826 492        | 2 300 000 000                             | 2 300 000 000<br>3 668 831 585   |
| 13.02 – Impôts sur les sociétés - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues                                                             |                                     |                                          | 1 524 423 588<br>1 233 948 030        | 1 524 423 588                             | 1 524 423 588<br>1 233 948 030   |
| 13.03 – Autres impôts directs et taxes assimilées - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues                                           |                                     | 66 935 777                               | 2 982 719 649<br>2 326 241 979        | 2 982 719 649                             | 2 982 719 649<br>2 393 177 756   |
| 13.04 – Taxe sur la valeur ajoutée - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues                                                          |                                     |                                          | 4 126 229 999<br>3 297 255 390        | 4 126 229 999                             | 4 126 229 999<br>3 297 255 390   |
| 13.05 – Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues                    |                                     |                                          | 680 000 000<br>992 919 003            | 680 000 000                               | 680 000 000<br>992 919 003       |
| 13.06 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'État                                                               |                                     | 715 757 000<br>437 154 454               | 490 527 641                           | 715 757 000                               | 715 757 000<br>927 682 095       |
| 13.07 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'État - Admissions en non valeur - Créances liées aux impôts        |                                     | 1 968 042 369<br>2 663 611 068           |                                       | 1 968 042 369                             | 1 968 042 369<br>2 663 611 068   |
| 13.08 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'État - Dations en paiement, intérêts moratoires, remises de débits |                                     | 630 000 000<br>358 333 552               | 46 155 187                            | 630 000 000                               | 630 000 000<br>404 488 738       |
| 13.09 – Prélèvement à la source (PAS) : dégrèvements et restitutions                                                                                 |                                     |                                          | 100 000 000<br>75 240 783             | 100 000 000                               | 100 000 000<br>75 240 783        |
| <b>Total des AE prévues en LFI</b>                                                                                                                   | <b>0</b>                            | <b>3 313 799 369</b>                     | <b>132 875 346 653</b>                | <b>136 189 146 022</b>                    | <b>136 189 146 022</b>           |
| <b>Total des AE consommées</b>                                                                                                                       | <b>0</b>                            | <b>3 526 039 944</b>                     | <b>138 047 550 945</b>                |                                           | <b>141 573 590 889</b>           |

## 2024 / CRÉDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action<br><br>Prévision LFI 2024<br>Consommation 2024                                                   | Titre 2<br>Dépenses de<br>personnel | Titre 3<br>Dépenses de<br>fonctionnement | Titre 6<br>Dépenses<br>d'intervention | Total<br>hors FdC et AdP<br>prévus en LFI | Total<br>y.c. FdC et AdP           |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|------------------------------------------|---------------------------------------|-------------------------------------------|------------------------------------|
| 11 – Remboursements et restitutions liés à la mécanique de l'impôt                                                                                   |                                     |                                          | 103 358 158 375<br>107 982 287 904    | 103 358 158 375                           | 103 358 158 375<br>107 982 287 904 |
| 11.01 – Impôts sur les sociétés                                                                                                                      |                                     |                                          | 11 382 168 515<br>18 006 381 774      | 11 382 168 515                            | 11 382 168 515<br>18 006 381 774   |
| 11.02 – Taxe sur la valeur ajoutée                                                                                                                   |                                     |                                          | 79 326 599 860<br>75 249 780 741      | 79 326 599 860                            | 79 326 599 860<br>75 249 780 741   |
| 11.03 – Plafonnement des impositions directes                                                                                                        |                                     |                                          | 390 000                               | 390 000                                   | 390 000<br>0                       |
| 11.04 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la mécanique de l'impôt                                                                         |                                     |                                          | 200 000 000<br>682 971 965            | 200 000 000                               | 200 000 000<br>682 971 965         |
| 11.05 – Impôt sur le revenu                                                                                                                          |                                     |                                          | 11 949 000 000<br>13 527 447 017      | 11 949 000 000                            | 11 949 000 000<br>13 527 447 017   |
| 11.06 – Restitutions de prélèvement de solidarité                                                                                                    |                                     |                                          | 500 000 000<br>515 706 408            | 500 000 000                               | 500 000 000<br>515 706 408         |
| 12 – Remboursements et dégrèvements liés à des politiques publiques                                                                                  |                                     |                                          | 17 803 815 042<br>17 935 063 942      | 17 803 815 042                            | 17 803 815 042<br>17 935 063 942   |
| 12.02 – Impôt sur le revenu                                                                                                                          |                                     |                                          | 2 103 000 000<br>2 163 103 823        | 2 103 000 000                             | 2 103 000 000<br>2 163 103 823     |
| 12.03 – Impôt sur les sociétés                                                                                                                       |                                     |                                          | 6 337 938 267<br>6 592 549 432        | 6 337 938 267                             | 6 337 938 267<br>6 592 549 432     |
| 12.04 – Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques                                                                                |                                     |                                          | 1 989 754 450<br>2 008 331 769        | 1 989 754 450                             | 1 989 754 450<br>2 008 331 769     |
| 12.05 – Taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel                                                                                           |                                     |                                          | 15 000 000<br>63 794 649              | 15 000 000                                | 15 000 000<br>63 794 649           |
| 12.06 – Contribution pour l'audiovisuel public                                                                                                       |                                     |                                          | 138                                   | 0                                         | 0<br>138                           |
| 12.07 – Prélèvement sur le produit des jeux                                                                                                          |                                     |                                          |                                       | 0                                         | 0<br>0                             |
| 12.08 – Acomptes de crédits et de réductions d'impôts sur le revenu                                                                                  |                                     |                                          | 5 370 000 000<br>5 762 297 968        | 5 370 000 000                             | 5 370 000 000<br>5 762 297 968     |
| 12.09 – Taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité                                                                                     |                                     |                                          | 100 000 000<br>78 371 638             | 100 000 000                               | 100 000 000<br>78 371 638          |
| 12.10 – Crédit d'impôt contemporain - Services aux particuliers                                                                                      |                                     |                                          | 1 888 122 325<br>1 266 614 525        | 1 888 122 325                             | 1 888 122 325<br>1 266 614 525     |
| 13 – Remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'État                                                                         | 1 690                               | 3 313 799 369<br>3 520 004 008           | 11 713 373 236<br>12 130 973 036      | 15 027 172 605                            | 15 027 172 605<br>15 650 978 734   |
| 13.01 – Impôts sur le revenu - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues                                                                |                                     | 5 093                                    | 2 300 000 000<br>3 668 827 164        | 2 300 000 000                             | 2 300 000 000<br>3 668 832 257     |
| 13.02 – Impôts sur les sociétés - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues                                                             |                                     |                                          | 1 524 423 588<br>1 233 948 030        | 1 524 423 588                             | 1 524 423 588<br>1 233 948 030     |
| 13.03 – Autres impôts directs et taxes assimilées - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues                                           |                                     | 66 935 777                               | 2 982 719 649<br>2 326 232 028        | 2 982 719 649                             | 2 982 719 649<br>2 393 167 805     |
| 13.04 – Taxe sur la valeur ajoutée - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues                                                          |                                     |                                          | 4 126 229 999<br>3 297 254 807        | 4 126 229 999                             | 4 126 229 999<br>3 297 254 807     |
| 13.05 – Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues                    |                                     |                                          | 680 000 000<br>992 907 934            | 680 000 000                               | 680 000 000<br>992 907 934         |
| 13.06 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'État                                                               | 1 690                               | 715 757 000<br>437 142 732               | 490 407 302                           | 715 757 000                               | 715 757 000<br>927 551 724         |
| 13.07 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'État - Admissions en non valeur - Créances liées aux impôts        |                                     | 1 968 042 369<br>2 663 611 068           |                                       | 1 968 042 369                             | 1 968 042 369<br>2 663 611 068     |
| 13.08 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'État - Dations en paiement, intérêts moratoires, remises de débits |                                     | 630 000 000<br>352 309 338               | 46 154 987                            | 630 000 000                               | 630 000 000<br>398 464 325         |
| 13.09 – Prélèvement à la source (PAS) : dégrèvements et restitutions                                                                                 |                                     |                                          | 100 000 000<br>75 240 783             | 100 000 000                               | 100 000 000<br>75 240 783          |

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action<br><br>Prévision LFI 2024<br>Consommation 2024 | Titre 2<br>Dépenses de<br>personnel | Titre 3<br>Dépenses de<br>fonctionnement | Titre 6<br>Dépenses<br>d'intervention | Total<br>hors FdC et AdP<br>prévus en LFI | Total<br>y.c. FdC et AdP |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|------------------------------------------|---------------------------------------|-------------------------------------------|--------------------------|
| <b>Total des CP prévus en LFI</b>                                                                  | <b>0</b>                            | <b>3 313 799 369</b>                     | <b>132 875 346 653</b>                | <b>136 189 146 022</b>                    | <b>136 189 146 022</b>   |
| <b>Total des CP consommés</b>                                                                      | <b>1 690</b>                        | <b>3 520 004 008</b>                     | <b>138 048 324 882</b>                |                                           | <b>141 568 330 580</b>   |

## PRÉSENTATION PAR TITRE ET CATÉGORIE DES CRÉDITS CONSOMMÉS

| Titre et catégorie                                        | Autorisations d'engagement |                        |                        | Crédits de paiement    |                        |                        |
|-----------------------------------------------------------|----------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|
|                                                           | Consommées*<br>en 2024     | Ouvertes<br>en 2025    | Consommées*<br>en 2025 | Consommées*<br>en 2024 | Ouverts<br>en 2025     | Consommées*<br>en 2025 |
| Titre 2 – Dépenses de personnel                           | 0                          | 0                      | 0                      | 1 690                  | 0                      | 0                      |
| Rémunérations d'activité                                  | 0                          | 0                      | 0                      | 1 690                  | 0                      | 0                      |
| Titre 3 – Dépenses de fonctionnement                      | 3 526 039 944              | 4 775 932 000          | 4 432 953 266          | 3 520 004 008          | 4 775 932 000          | 4 432 982 746          |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 3 526 039 944              | 4 775 932 000          | 4 432 953 266          | 3 520 004 008          | 4 775 932 000          | 4 432 982 746          |
| Titre 6 – Dépenses d'intervention                         | 138 047 550 945            | 138 800 864 000        | 132 412 847 942        | 138 048 324 882        | 138 800 864 000        | 132 411 365 202        |
| Transferts aux ménages                                    | 29 464 502 066             | 25 622 087 000         | 27 034 894 766         | 29 464 358 242         | 25 622 087 000         | 27 035 928 135         |
| Transferts aux entreprises                                | 107 897 172 465            | 111 106 570 000        | 104 723 219 884        | 107 898 090 226        | 111 106 570 000        | 104 720 703 774        |
| Transferts aux autres collectivités                       | 685 876 414                | 2 072 207 000          | 654 733 293            | 685 876 414            | 2 072 207 000          | 654 733 293            |
| <b>Total hors FdC et AdP</b>                              |                            | <b>143 576 796 000</b> |                        |                        | <b>143 576 796 000</b> |                        |
| Ouvertures et annulations* hors titre 2                   |                            | -3 111 210 892         |                        |                        | -3 111 210 892         |                        |
| <b>Total*</b>                                             | <b>141 573 590 889</b>     | <b>140 465 585 108</b> | <b>136 845 801 209</b> | <b>141 568 330 580</b> | <b>140 465 585 108</b> | <b>136 844 347 948</b> |

\* y.c. FdC et AdP

## RÉCAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CRÉDITS (HORS DÉCRET DE SERVICES VOTÉS)

## LOI DE FINANCES DE FIN DE GESTION

| Date<br>de signature | Ouvertures                 |               |                     |               | Annulations                |               |                      |               |
|----------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|----------------------------|---------------|----------------------|---------------|
|                      | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement  |               |
|                      | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2              | Autres titres |
| 08/12/2025           |                            |               |                     |               | 3 111 210 892              |               | 3 111 210 892        |               |
| <b>Total</b>         |                            |               |                     |               | <b>3 111 210 892</b>       |               | <b>3 111 210 892</b> |               |

## TOTAL DES OUVERTURES ET ANNULATIONS (Y.C. FDC ET ADP)

|                      | Ouvertures                 |               |                     |               | Annulations                |                      |                     |                      |
|----------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|----------------------------|----------------------|---------------------|----------------------|
|                      | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               | Autorisations d'engagement |                      | Crédits de paiement |                      |
|                      | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres | Titre 2                    | Autres titres        | Titre 2             | Autres titres        |
| <b>Total général</b> |                            |               |                     |               |                            | <b>3 111 210 892</b> |                     | <b>3 111 210 892</b> |

## Justification au premier euro

### Éléments transversaux au programme

#### ÉLÉMENTS DE SYNTHÈSE DU PROGRAMME

| Numéro et intitulé de l'action<br>ou de la sous-action<br><br><i>Prévision LFI<br/>Consommation</i>        | Autorisations d'engagement            |                                    |                                    | Crédits de paiement                   |                                    |                                    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|---------------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|
|                                                                                                            | Titre 2 *<br>Dépenses<br>de personnel | Autres titres *                    | Total<br>y.c. FdC et AdP           | Titre 2 *<br>Dépenses<br>de personnel | Autres titres *                    | Total<br>y.c. FdC et AdP           |
| 11 – Remboursements et restitutions liés à la mécanique de l'impôt                                         |                                       | 108 549 200 000<br>103 826 836 858 | 108 549 200 000<br>103 826 836 858 |                                       | 108 549 200 000<br>103 826 768 976 | 108 549 200 000<br>103 826 768 976 |
| 11.01 – Impôts sur les sociétés                                                                            |                                       | 15 820 613 000<br>17 064 642 607   | 15 820 613 000<br>17 064 642 607   |                                       | 15 820 613 000<br>17 064 648 083   | 15 820 613 000<br>17 064 648 083   |
| 11.02 – Taxe sur la valeur ajoutée                                                                         |                                       | 78 259 000 000<br>74 031 909 249   | 78 259 000 000<br>74 031 909 249   |                                       | 78 259 000 000<br>74 031 835 143   | 78 259 000 000<br>74 031 835 143   |
| 11.03 – Plafonnement des impositions directes                                                              |                                       | 37 506                             | 0<br>37 506                        |                                       | 37 506                             | 0<br>37 506                        |
| 11.04 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la mécanique de l'impôt                               |                                       | 605 815 000<br>525 370 024         | 605 815 000<br>525 370 024         |                                       | 605 815 000<br>525 370 772         | 605 815 000<br>525 370 772         |
| 11.05 – Impôt sur le revenu                                                                                |                                       | 13 313 772 000<br>11 686 239 885   | 13 313 772 000<br>11 686 239 885   |                                       | 13 313 772 000<br>11 686 239 885   | 13 313 772 000<br>11 686 239 885   |
| 11.06 – Restitutions de prélèvement de solidarité                                                          |                                       | 550 000 000<br>518 637 587         | 550 000 000<br>518 637 587         |                                       | 550 000 000<br>518 637 587         | 550 000 000<br>518 637 587         |
| 12 – Remboursements et dégrèvements liés à des politiques publiques                                        |                                       | 18 497 575 000<br>17 661 519 704   | 18 497 575 000<br>17 661 519 704   |                                       | 18 497 575 000<br>17 659 287 920   | 18 497 575 000<br>17 659 287 920   |
| 12.02 – Impôt sur le revenu                                                                                |                                       | 2 229 316 000<br>2 142 714 620     | 2 229 316 000<br>2 142 714 620     |                                       | 2 229 316 000<br>2 142 714 620     | 2 229 316 000<br>2 142 714 620     |
| 12.03 – Impôt sur les sociétés                                                                             |                                       | 6 702 353 000<br>6 198 969 122     | 6 702 353 000<br>6 198 969 122     |                                       | 6 702 353 000<br>6 198 969 122     | 6 702 353 000<br>6 198 969 122     |
| 12.04 – Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques                                      |                                       | 1 572 532 000<br>1 678 564 997     | 1 572 532 000<br>1 678 564 997     |                                       | 1 572 532 000<br>1 676 515 980     | 1 572 532 000<br>1 676 515 980     |
| 12.05 – Taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel                                                 |                                       | 63 795 000<br>106 133 773          | 63 795 000<br>106 133 773          |                                       | 63 795 000<br>105 951 006          | 63 795 000<br>105 951 006          |
| 12.06 – Contribution pour l'audiovisuel public                                                             |                                       | 99 539                             | 0<br>99 539                        |                                       | 99 539                             | 0<br>99 539                        |
| 12.07 – Prélèvement sur le produit des jeux                                                                |                                       |                                    | 0<br>0                             |                                       |                                    | 0<br>0                             |
| 12.08 – Acomptes de crédits et de réductions d'impôts sur le revenu                                        |                                       | 5 729 000 000<br>5 775 110 369     | 5 729 000 000<br>5 775 110 369     |                                       | 5 729 000 000<br>5 775 110 369     | 5 729 000 000<br>5 775 110 369     |
| 12.09 – Taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité                                           |                                       | 128 372 000<br>88 400 945          | 128 372 000<br>88 400 945          |                                       | 128 372 000<br>88 400 945          | 128 372 000<br>88 400 945          |
| 12.10 – Crédit d'impôt contemporain - Services aux particuliers                                            |                                       | 2 072 207 000<br>1 671 526 340     | 2 072 207 000<br>1 671 526 340     |                                       | 2 072 207 000<br>1 671 526 340     | 2 072 207 000<br>1 671 526 340     |
| 13 – Remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'État                               |                                       | 16 530 021 000<br>15 357 444 647   | 16 530 021 000<br>15 357 444 647   |                                       | 16 530 021 000<br>15 358 291 052   | 16 530 021 000<br>15 358 291 052   |
| 13.01 – Impôts sur le revenu - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues                      |                                       | 2 700 000 000<br>3 258 270 355     | 2 700 000 000<br>3 258 270 355     |                                       | 2 700 000 000<br>3 258 272 932     | 2 700 000 000<br>3 258 272 932     |
| 13.02 – Impôts sur les sociétés - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues                   |                                       | 1 300 088 000<br>1 341 698 135     | 1 300 088 000<br>1 341 698 135     |                                       | 1 300 088 000<br>1 341 698 135     | 1 300 088 000<br>1 341 698 135     |
| 13.03 – Autres impôts directs et taxes assimilées - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues |                                       | 3 299 002 000<br>1 829 077 868     | 3 299 002 000<br>1 829 077 868     |                                       | 3 299 002 000<br>1 830 070 028     | 3 299 002 000<br>1 830 070 028     |

| Numéro et intitulé de l'action<br>ou de la sous-action<br><br><i>Prévision LFI<br/>Consommation</i>                                                           | Autorisations d'engagement            |                                |                                | Crédits de paiement                   |                                |                                |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
|                                                                                                                                                               | Titre 2 *<br>Dépenses<br>de personnel | Autres titres *                | Total<br>y.c. FdC et AdP       | Titre 2 *<br>Dépenses<br>de personnel | Autres titres *                | Total<br>y.c. FdC et AdP       |
| 13.04 – Taxe sur la valeur ajoutée -<br>Dégrèvements et restitution de sommes<br>indûment perçues                                                             |                                       | 3 355 000 000<br>3 148 678 316 | 3 355 000 000<br>3 148 678 316 |                                       | 3 355 000 000<br>3 148 678 899 | 3 355 000 000<br>3 148 678 899 |
| 13.05 – Enregistrement, timbre, autres<br>contributions et taxes indirectes -<br>Dégrèvements et restitution de sommes<br>indûment perçues                    |                                       | 999 999 000<br>784 166 567     | 999 999 000<br>784 166 567     |                                       | 999 999 000<br>784 167 083     | 999 999 000<br>784 167 083     |
| 13.06 – Autres remboursements et<br>dégrèvements liés à la gestion des<br>produits de l'État                                                                  |                                       | 950 000 000<br>940 359 296     | 950 000 000<br>940 359 296     |                                       | 950 000 000<br>940 204 945     | 950 000 000<br>940 204 945     |
| 13.07 – Autres remboursements et<br>dégrèvements liés à la gestion des<br>produits de l'État - Admissions en non<br>valeur - Créances liées aux impôts        |                                       | 3 216 932 000<br>3 749 793 600 | 3 216 932 000<br>3 749 793 600 |                                       | 3 216 932 000<br>3 749 793 384 | 3 216 932 000<br>3 749 793 384 |
| 13.08 – Autres remboursements et<br>dégrèvements liés à la gestion des<br>produits de l'État - Dations en paiement,<br>intérêts moratoires, remises de débits |                                       | 609 000 000<br>250 042 532     | 609 000 000<br>250 042 532     |                                       | 609 000 000<br>250 047 668     | 609 000 000<br>250 047 668     |
| 13.09 – Prélèvement à la source (PAS) :<br>dégrèvements et restitutions                                                                                       |                                       | 100 000 000<br>55 357 978      | 100 000 000<br>55 357 978      |                                       | 100 000 000<br>55 357 978      | 100 000 000<br>55 357 978      |
| <b>Total des crédits prévus en LFI *</b>                                                                                                                      | <b>0</b>                              | <b>143 576 796 000</b>         | <b>143 576 796 000</b>         | <b>0</b>                              | <b>143 576 796 000</b>         | <b>143 576 796 000</b>         |
| Ouvertures / annulations y.c. FdC et AdP                                                                                                                      |                                       | -3 111 210 892                 | -3 111 210 892                 |                                       | -3 111 210 892                 | -3 111 210 892                 |
| Total des crédits ouverts                                                                                                                                     | 0                                     | 140 465 585 108                | 140 465 585 108                | 0                                     | 140 465 585 108                | 140 465 585 108                |
| <b>Total des crédits consommés</b>                                                                                                                            | <b>0</b>                              | <b>136 845 801 209</b>         | <b>136 845 801 209</b>         | <b>0</b>                              | <b>136 844 347 948</b>         | <b>136 844 347 948</b>         |
| Crédits ouverts - crédits consommés                                                                                                                           |                                       | +3 619 783 899                 | +3 619 783 899                 |                                       | +3 621 237 160                 | +3 621 237 160                 |

\* hors FdC et AdP pour les montants de la LFI

## PASSAGE DU PLF À LA LFI

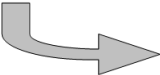
|             | Autorisations d'engagement |                        |                        | Crédits de paiement |                        |                        |
|-------------|----------------------------|------------------------|------------------------|---------------------|------------------------|------------------------|
|             | Titre 2                    | Autres titres          | Total                  | Titre 2             | Autres titres          | Total                  |
| PLF         | 0                          | 142 741 970 844        | 142 741 970 844        | 0                   | 142 741 970 844        | 142 741 970 844        |
| Amendements | 0                          | +834 825 156           | +834 825 156           | 0                   | +834 825 156           | +834 825 156           |
| <b>LFI</b>  | <b>0</b>                   | <b>143 576 796 000</b> | <b>143 576 796 000</b> | <b>0</b>            | <b>143 576 796 000</b> | <b>143 576 796 000</b> |

*Dépenses pluriannuelles*

## SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

| AE 2025                                                                                          | CP 2025                                                                                         |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------|
| AE ouvertes en 2025 *<br>(E1)<br><b>140 465 585 108</b>                                          | CP ouverts en 2025 *<br>(P1)<br><b>140 465 585 108</b>                                          |
| AE engagées en 2025<br>(E2)<br><b>136 845 801 209</b>                                            | CP consommés en 2025<br>(P2)<br><b>136 844 347 948</b>                                          |
| AE affectées<br>non engagées<br>au 31/12/2025<br>(E3)<br><b>0</b>                                | dont CP consommés en<br>2025 sur engagements<br>antérieurs à 2025<br>(P3 = P2 – P4)<br><b>0</b> |
| AE non affectées<br>non engagées<br>au 31/12/2025<br>(E4 = E1 – E2 – E3)<br><b>3 619 783 899</b> | dont CP consommés<br>en 2025 sur<br>engagements 2025<br>(P4)<br><b>136 844 347 948</b>          |

### RESTES À PAYER

|                                                                                                                          |   |                                                                                            |   |                                                                                                                      |                                                                                                                                                                          |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---|--------------------------------------------------------------------------------------------|---|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Engagements ≤ 2024 non<br>couverts par des paiements<br>au 31/12/2024 brut<br>(R1)<br><b>6 739 369</b>                   |   |                                                                                            |   |                                                                                                                      |                                                                                                                                                                          |
| Travaux de fin de gestion<br>postérieurs au RAP 2024<br>(R2)<br><b>-6 172 683</b>                                        |   |                                                                                            |   |                                                                                                                      |                                                                                                                                                                          |
|                                       |   |                                                                                            |   |                                                                                                                      |                                                                                                                                                                          |
| <b>Engagements ≤ 2024 non<br/>couverts par des paiements<br/>au 31/12/2024 net<br/>(R3 = R1 + R2)<br/><b>566 686</b></b> | – | CP consommés en 2025<br>sur engagements<br>antérieurs à 2025<br>(P3 = P2 – P4)<br><b>0</b> | = | <b>Engagements ≤ 2024 non<br/>couverts par des paiements<br/>au 31/12/2025<br/>(R4 = R3 – P3)<br/><b>566 686</b></b> |                                                                                                                                                                          |
| AE engagées en 2025<br>(E2)<br><b>136 845 801 209</b>                                                                    | – | CP consommés en 2025<br>sur engagements 2025<br>(P4)<br><b>136 844 347 948</b>             | = | Engagements 2025 non<br>couverts par des paiements<br>au 31/12/2025<br>(R5 = E2 – P4)<br><b>1 453 261</b>            |                                                                                                                                                                          |
|                                                                                                                          |   |                                                                                            |   | <b>Engagements non couverts<br/>par des paiements<br/>au 31/12/2025<br/>(R6 = R4 + R5)<br/><b>2 019 947</b></b>      |                                                                                                                                                                          |
|                                                                                                                          |   |                                                                                            |   |                                 |                                                                                                                                                                          |
|                                                                                                                          |   |                                                                                            |   |                                                                                                                      | Estimation des CP 2026<br>sur engagements non<br>couverts au 31/12/2025<br>(P5)<br><b>0</b>                                                                              |
|                                                                                                                          |   |                                                                                            |   |                                                                                                                      | Estimation du montant<br>maximal des CP<br>nécessaires après 2026<br>pour couvrir les<br>engagements non<br>couverts au 31/12/2025<br>(P6 = R6 – P5)<br><b>2 019 947</b> |

NB : les montants ci-dessus correspondent uniquement aux crédits hors titre 2

\* LFI 2025 + reports 2024 + mouvements réglementaires + FdC + AdP + fongibilité asymétrique + LFR

## Justification par action

### ACTION

#### 11 – Remboursements et restitutions liés à la mécanique de l'impôt

| Action / Sous-action<br><i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i><br><i>Réalisation</i> | Autorisations d'engagement |                        |                        | Crédits de paiement |                        |                        |
|------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|------------------------|------------------------|---------------------|------------------------|------------------------|
|                                                                                    | Titre 2                    | Autres titres          | Total                  | Titre 2             | Autres titres          | Total                  |
| <b>11 – Remboursements et restitutions liés à la mécanique de l'impôt</b>          |                            | <b>108 549 200 000</b> | <b>108 549 200 000</b> |                     | <b>108 549 200 000</b> | <b>108 549 200 000</b> |
|                                                                                    |                            | <b>103 826 836 858</b> | <b>103 826 836 858</b> |                     | <b>103 826 768 976</b> | <b>103 826 768 976</b> |
| 11.01 – Impôts sur les sociétés                                                    |                            | 15 820 613 000         | 15 820 613 000         |                     | 15 820 613 000         | 15 820 613 000         |
|                                                                                    |                            | 17 064 642 607         | 17 064 642 607         |                     | 17 064 648 083         | 17 064 648 083         |
| 11.02 – Taxe sur la valeur ajoutée                                                 |                            | 78 259 000 000         | 78 259 000 000         |                     | 78 259 000 000         | 78 259 000 000         |
|                                                                                    |                            | 74 031 909 249         | 74 031 909 249         |                     | 74 031 835 143         | 74 031 835 143         |
| 11.03 – Plafonnement des impositions directes                                      |                            | 37 506                 | 37 506                 |                     | 37 506                 | 37 506                 |
| 11.04 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la mécanique de l'impôt       |                            | 605 815 000            | 605 815 000            |                     | 605 815 000            | 605 815 000            |
|                                                                                    |                            | 525 370 024            | 525 370 024            |                     | 525 370 772            | 525 370 772            |
| 11.05 – Impôt sur le revenu                                                        |                            | 13 313 772 000         | 13 313 772 000         |                     | 13 313 772 000         | 13 313 772 000         |
|                                                                                    |                            | 11 686 239 885         | 11 686 239 885         |                     | 11 686 239 885         | 11 686 239 885         |
| 11.06 – Restitutions de prélèvement de solidarité                                  |                            | 550 000 000            | 550 000 000            |                     | 550 000 000            | 550 000 000            |
|                                                                                    |                            | 518 637 587            | 518 637 587            |                     | 518 637 587            | 518 637 587            |

### CONTRIBUTION AU PLAN DE RELANCE

| Volets du plan de relance        | Autorisations d'engagement |             | Crédits de paiement |             |
|----------------------------------|----------------------------|-------------|---------------------|-------------|
|                                  | Prévision                  | Réalisation | Prévision           | Réalisation |
| Verdissement                     | 0                          | 0           | 0                   | 0           |
| Indépendance et compétitivité    | 0                          | 0           | 0                   | 0           |
| Cohésion sociale et territoriale | 0                          | 0           | 0                   | 0           |

### ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie                                | Autorisations d'engagement    |                 | Crédits de paiement           |                 |
|---------------------------------------------------|-------------------------------|-----------------|-------------------------------|-----------------|
|                                                   | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation     | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation     |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention                 | 108 549 200 000               | 103 826 836 858 | 108 549 200 000               | 103 826 768 976 |
| Transferts aux ménages                            | 13 863 772 000                | 12 166 844 622  | 13 863 772 000                | 12 166 844 622  |
| 11.03 – Plafonnement des impositions directes     |                               | 37 506          |                               | 37 506          |
| 11.05 – Impôt sur le revenu                       | 13 313 772 000                | 11 648 169 529  | 13 313 772 000                | 11 648 169 529  |
| 11.06 – Restitutions de prélèvement de solidarité | 550 000 000                   | 518 637 587     | 550 000 000                   | 518 637 587     |
| Transferts aux entreprises                        | 94 685 428 000                | 91 621 921 880  | 94 685 428 000                | 91 621 853 998  |
| 11.01 – Impôts sur les sociétés                   | 15 820 613 000                | 17 064 642 607  | 15 820 613 000                | 17 064 648 083  |

| Titre et catégorie                                                           | Autorisations d'engagement       |                        | Crédits de paiement              |                        |
|------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------|------------------------|----------------------------------|------------------------|
|                                                                              | Prévision LFI<br>y.c. FdC et AdP | Réalisation            | Prévision LFI<br>y.c. FdC et AdP | Réalisation            |
| 11.02 – Taxe sur la valeur ajoutée                                           | 78 259 000 000                   | 74 031 909 249         | 78 259 000 000                   | 74 031 835 143         |
| 11.04 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la mécanique de l'impôt | 605 815 000                      | 525 370 024            | 605 815 000                      | 525 370 772            |
| Transferts aux autres collectivités                                          |                                  | 38 070 356             |                                  | 38 070 356             |
| 11.05 – Impôt sur le revenu                                                  |                                  | 38 070 356             |                                  | 38 070 356             |
| <b>Total</b>                                                                 | <b>108 549 200 000</b>           | <b>103 826 836 858</b> | <b>108 549 200 000</b>           | <b>103 826 768 976</b> |

## SOUS-ACTION

### 11.01 – Impôts sur les sociétés

La sous-action concerne les remboursements d'excédents d'acomptes d'IS (et autres impositions assimilées), ainsi que des remboursements de créances issues du report en arrière de déficits (*carry-back*).

La dépense de la sous-action s'est élevée à 17,1 Md€ en 2025 contre 18,0 Md€ en 2024, soit une diminution de 0,9 Md€. Dans le contexte d'une faible évolution du bénéfice fiscal, la relative stabilité des bénéfices fiscaux 2024 a conduit à des remboursements inférieurs, ainsi qu'à des recettes de solde moins importantes.

Les dépenses 2025 ont cependant été supérieures à celles prévues en loi de finances initiale pour 2025 (15,8 Md€, soit un écart de 1,2 Md€) malgré une évolution de bénéfice fiscal 2024 meilleure que la prévision. Cette dépense supplémentaire par rapport à la prévision de la loi de finances initiale pour 2025 intervient dans un contexte de dispersion de l'évolution du bénéfice fiscal plus forte que la prévision initiale, son niveau révélé par les déclarations de solde 2024 déposées en mai 2025 ayant étayé les ajustements opérés à compter du projet de loi de finances pour 2026.

## SOUS-ACTION

### 11.02 – Taxe sur la valeur ajoutée

Entre 2024 et 2025, les remboursements de crédit de TVA ont diminué, de 75,2 Md€ à 74,0 Md€, soit une baisse de -1,2 Md€. Cette diminution est essentiellement liée à celle des demandes de remboursements de crédits de TVA déposées par les entreprises (actuellement estimée à -3 % par rapport à 2024), tempérée par une légère progression du rythme de traitement de ces demandes par les services de la DGFiP.

L'écart de -4,2 Md€ entre la prévision de loi de finances initiale (78,3 Md€) et l'exécution 2025 (74,0 Md€) provient de cette baisse des montants demandés en remboursement (la loi de finances initiale reposait sur une hypothèse de croissance de 4 % des montants demandés en remboursement). Avec un effet moins marqué, l'impact budgétaire du traitement de ces demandes s'est révélé légèrement plus dynamique qu'anticipé.

## SOUS-ACTION

### 11.03 – Plafonnement des impositions directes

Cette sous-action est résiduelle.

## **SOUS-ACTION**

### **11.04 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la mécanique de l'impôt**

---

La sous-action avait été créée en 2013 afin d'accueillir les remboursements et dégrèvements de contribution sociale sur les bénéficiaires, associée à l'impôt sur les sociétés. Depuis 2024, la sous-action accueille aussi, dans le cadre de la budgétisation de cet impôt, les restitutions de CVAE, auparavant imputées au programme 201.

L'exécution de la sous-action s'élève à 0,5 Md€ en 2025, contre 0,7 Md€ en 2024, une partie de cette diminution ayant été anticipée en loi de finances initiale (prévision de 0,6 Md€). Cette évolution s'explique par les moindres restitutions d'excédents relatifs à la CVAE.

## **SOUS-ACTION**

### **11.05 – Impôt sur le revenu**

---

La sous-action 11-05 retrace les restitutions de trop-perçus de prélèvement à la source (PAS) constatés lors de l'émission des rôles d'IR et prélèvements sociaux. Outre ces restitutions d'excédents de PAS d'impôt sur le revenu, cette sous-action comptabilise les frais de gestion du PAS reversés avec les contributions sociales sur le patrimoine et les impayés de PAS sur les prélèvements sociaux nets.

La dépense de la sous-action est particulièrement difficile à estimer dans la mesure où son montant est déterminé par un nombre de facteurs particulièrement élevé : elle varie à la fois au gré des évolutions macroéconomiques, des modifications législatives, du comportement des usagers en termes de modulation du taux de PAS, de l'utilisation des crédits et réductions d'impôt, et de compensations possibles entre l'IR, les prélèvements sociaux et le prélèvement de solidarité.

Les dépenses de la sous-action se sont élevées à 11,7 Md€ en 2025, en baisse de 1,8 Md€ par rapport à 2024 (13,5 Md€). Cette baisse s'explique par la forte augmentation du solde net d'IR issu des déclarations de revenus 2024 en 2025, lequel a progressé de 1,0 Md€ en 2024 à 6,0 Md€ en 2025 en raison de l'évolution des revenus supérieure à celle du barème, et a donc entraîné une diminution des trop-versés de prélèvement à la source.

Ces dépenses sont inférieures à la prévision de la loi de finances initiale pour 2025 de 1,6 Md€, principalement en raison d'une répartition du solde net d'IR issu des déclarations entre recettes brutes (les soldes positifs à payer) et dépenses (les soldes négatifs à restituer) différente de celle alors anticipée : les recettes brutes de solde comme les dépenses liées au solde ont été inférieures à la prévision.

## **SOUS-ACTION**

### **11.06 – Restitutions de prélèvement de solidarité**

---

La sous-action 11-06 retrace les trop-perçus de PAS sur le prélèvement de solidarité.

Les dépenses de la sous-action se sont élevées à 0,5 Md€ en 2025, à un niveau semblable à celui de 2024 et en ligne avec les prévisions.

**ACTION****12 – Remboursements et dégrèvements liées à des politiques publiques**

| Action / Sous-action<br><i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i><br>Réalisation | Autorisations d'engagement |                                                |                                                | Crédits de paiement |                                                |                                                |
|-----------------------------------------------------------------------------|----------------------------|------------------------------------------------|------------------------------------------------|---------------------|------------------------------------------------|------------------------------------------------|
|                                                                             | Titre 2                    | Autres titres                                  | Total                                          | Titre 2             | Autres titres                                  | Total                                          |
| <b>12 – Remboursements et dégrèvements liés à des politiques publiques</b>  |                            | <b>18 497 575 000</b><br><b>17 661 519 704</b> | <b>18 497 575 000</b><br><b>17 661 519 704</b> |                     | <b>18 497 575 000</b><br><b>17 659 287 920</b> | <b>18 497 575 000</b><br><b>17 659 287 920</b> |
| 12.02 – Impôt sur le revenu                                                 |                            | 2 229 316 000<br>2 142 714 620                 | <b>2 229 316 000</b><br><b>2 142 714 620</b>   |                     | 2 229 316 000<br>2 142 714 620                 | <b>2 229 316 000</b><br><b>2 142 714 620</b>   |
| 12.03 – Impôt sur les sociétés                                              |                            | 6 702 353 000<br>6 198 969 122                 | <b>6 702 353 000</b><br><b>6 198 969 122</b>   |                     | 6 702 353 000<br>6 198 969 122                 | <b>6 702 353 000</b><br><b>6 198 969 122</b>   |
| 12.04 – Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques       |                            | 1 572 532 000<br>1 678 564 997                 | <b>1 572 532 000</b><br><b>1 678 564 997</b>   |                     | 1 572 532 000<br>1 676 515 980                 | <b>1 572 532 000</b><br><b>1 676 515 980</b>   |
| 12.05 – Taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel                  |                            | 63 795 000<br>106 133 773                      | <b>63 795 000</b><br><b>106 133 773</b>        |                     | 63 795 000<br>105 951 006                      | <b>63 795 000</b><br><b>105 951 006</b>        |
| 12.06 – Contribution pour l'audiovisuel public                              |                            | 99 539                                         | <b>0</b><br><b>99 539</b>                      |                     | 99 539                                         | <b>0</b><br><b>99 539</b>                      |
| 12.07 – Prélèvement sur le produit des jeux                                 |                            |                                                | <b>0</b><br><b>0</b>                           |                     |                                                | <b>0</b><br><b>0</b>                           |
| 12.08 – Acomptes de crédits et de réductions d'impôts sur le revenu         |                            | 5 729 000 000<br>5 775 110 369                 | <b>5 729 000 000</b><br><b>5 775 110 369</b>   |                     | 5 729 000 000<br>5 775 110 369                 | <b>5 729 000 000</b><br><b>5 775 110 369</b>   |
| 12.09 – Taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité            |                            | 128 372 000<br>88 400 945                      | <b>128 372 000</b><br><b>88 400 945</b>        |                     | 128 372 000<br>88 400 945                      | <b>128 372 000</b><br><b>88 400 945</b>        |
| 12.10 – Crédit d'impôt contemporain - Services aux particuliers             |                            | 2 072 207 000<br>1 671 526 340                 | <b>2 072 207 000</b><br><b>1 671 526 340</b>   |                     | 2 072 207 000<br>1 671 526 340                 | <b>2 072 207 000</b><br><b>1 671 526 340</b>   |

**CONTRIBUTION AU PLAN DE RELANCE**

| Volets du plan de relance        | Autorisations d'engagement |             | Crédits de paiement |             |
|----------------------------------|----------------------------|-------------|---------------------|-------------|
|                                  | Prévision                  | Réalisation | Prévision           | Réalisation |
| Verdissement                     | 0                          | 0           | 0                   | 0           |
| Indépendance et compétitivité    | 0                          | 0           | 0                   | 0           |
| Cohésion sociale et territoriale | 0                          | 0           | 0                   | 0           |

**ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE**

| Titre et catégorie                                                    | Autorisations d'engagement    |                | Crédits de paiement           |                |
|-----------------------------------------------------------------------|-------------------------------|----------------|-------------------------------|----------------|
|                                                                       | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation    | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation    |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention                                     | 18 497 575 000                | 17 661 519 704 | 18 497 575 000                | 17 659 287 920 |
| Transferts aux ménages                                                | 7 958 316 000                 | 9 589 451 756  | 7 958 316 000                 | 9 589 451 756  |
| 12.02 – Impôt sur le revenu                                           | 2 229 316 000                 | 2 142 714 620  | 2 229 316 000                 | 2 142 714 620  |
| 12.04 – Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques |                               | 210            |                               | 210            |
| 12.05 – Taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel            |                               | 678            |                               | 678            |

| Titre et catégorie                                                    | Autorisations d'engagement       |                       | Crédits de paiement              |                       |
|-----------------------------------------------------------------------|----------------------------------|-----------------------|----------------------------------|-----------------------|
|                                                                       | Prévision LFI<br>y.c. FdC et AdP | Réalisation           | Prévision LFI<br>y.c. FdC et AdP | Réalisation           |
| 12.06 – Contribution pour l'audiovisuel public                        |                                  | 99 539                |                                  | 99 539                |
| 12.08 – Acomptes de crédits et de réductions d'impôts sur le revenu   | 5 729 000 000                    | 5 775 110 369         | 5 729 000 000                    | 5 775 110 369         |
| 12.10 – Crédit d'impôt contemporain - Services aux particuliers       |                                  | 1 671 526 340         |                                  | 1 671 526 340         |
| Transferts aux entreprises                                            | 8 467 052 000                    | 8 072 067 948         | 8 467 052 000                    | 8 069 836 165         |
| 12.03 – Impôt sur les sociétés                                        | 6 702 353 000                    | 6 198 969 122         | 6 702 353 000                    | 6 198 969 122         |
| 12.04 – Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques | 1 572 532 000                    | 1 678 564 787         | 1 572 532 000                    | 1 676 515 770         |
| 12.05 – Taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel            | 63 795 000                       | 106 133 095           | 63 795 000                       | 105 950 328           |
| 12.09 – Taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité      | 128 372 000                      | 88 400 945            | 128 372 000                      | 88 400 945            |
| Transferts aux autres collectivités                                   | 2 072 207 000                    |                       | 2 072 207 000                    |                       |
| 12.10 – Crédit d'impôt contemporain - Services aux particuliers       | 2 072 207 000                    |                       | 2 072 207 000                    |                       |
| <b>Total</b>                                                          | <b>18 497 575 000</b>            | <b>17 661 519 704</b> | <b>18 497 575 000</b>            | <b>17 659 287 920</b> |

## SOUS-ACTION

### 12.02 – Impôt sur le revenu

Cette sous-action comprend la seule part restituée des crédits d'impôt et ne représente donc pas leur coût total. Les dépenses de la sous action se sont élevées à 2,1 Md€ en 2025, à un niveau similaire à 2024.

Elles sont inférieures à la prévision de la loi de finances initiale pour 2025 de 0,1 Md€ en raison d'une répartition du solde net entre recettes brutes et dépenses différente de celle alors anticipée : recettes brutes de solde comme dépenses de solde (dont les restitutions de crédits d'impôt au solde imputées sur la sous-action) ont été moins élevées que prévu.

## SOUS-ACTION

### 12.03 – Impôt sur les sociétés

Les restitutions des crédits d'impôts d'IS se sont établies à 6,2 Md€ en 2025 et sont inférieures à l'exécution 2024 (6,6 Md€) et à la prévision de la loi de finances initiale pour 2025 (6,7 Md€) de respectivement 0,4 Md€ et 0,5 Md€.

Ces deux écarts s'expliquent par de moindres restitutions, notamment de crédit impôt-recherche.

## SOUS-ACTION

### 12.04 – Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques

La baisse de 0,3 Md€ des remboursements de TICPE entre 2024 et 2025, de 2,0 Md€ à 1,7 Md€, s'explique notamment par la possibilité offerte aux consommateurs de GNR en vue de la réalisation de travaux agricoles et/ou forestiers de s'approvisionner auprès d'un fournisseur ou d'un distributeur autorisé au tarif d'accise net de remboursement.

Cette diminution est globalement conforme aux prévisions de la loi de finances initiale pour 2025 (1,6 Md€).

**SOUS-ACTION****12.05 – Taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel**

---

Cette sous-action comprend les remboursements de la taxe intérieure sur la consommation de gaz naturel aux exploitants agricoles.

Son exécution s'est établie, en 2025, à 0,1 Md€, un niveau semblable à celui de 2024 et en ligne avec les prévisions de la loi de finances initiale.

**SOUS-ACTION****12.06 – Contribution pour l'audiovisuel public**

---

Cette sous-action correspond aux remboursements et dégrèvements de contribution à l'audiovisuel public, qui a été supprimée à compter de 2022. Dès lors, l'exécution de la sous-action n'est plus que résiduelle.

**SOUS-ACTION****12.07 – Prélèvement sur le produit des jeux**

---

L'exécution de la sous-action est nulle.

**SOUS-ACTION****12.08 – Acomptes de crédits et de réductions d'impôts sur le revenu**

---

Le taux de prélèvement à la source est calculé à partir de l'impôt avant réductions et crédits d'impôt déclaré l'année précédente. Afin de ne pas pénaliser les foyers qui bénéficient de certaines réductions et crédits d'impôt, un acompte de 60 % du montant de ces avantages fiscaux est versé aux contribuables concernés (dès janvier dans la quasi-totalité des cas). Cette sous-action comptabilise ces acomptes, temporaires puisqu'ils font l'objet d'une reprise à la liquidation du solde.

L'acompte versé en 2025 s'établit à 5,8 Md€, soit un niveau semblable à celui de 2024 et en ligne avec les prévisions de la loi de finances initiale.

**SOUS-ACTION****12.09 – Taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité**

---

Cette sous-action permet d'isoler les remboursements de TICFE au profit des entreprises. Ils incluent les remboursements de trop-perçus, acquittés auprès des redevables légaux de la TICFE (généralement des fournisseurs d'électricité, mais également quelques auto-consommateurs), ainsi que les remboursements aux utilisateurs finaux professionnels, de manière à prendre en compte les exonérations partielles ou les taux réduits auxquels ceux-ci ont droit au regard de leur activité industrielle.

Les dépenses de la sous-action se sont élevées à 0,1 Md€ en 2025, soit un niveau semblable à celui de 2024 et en ligne avec les prévisions de la loi de finances initiale.

## SOUS-ACTION

### 12.10 – Crédit d'impôt contemporain - Services aux particuliers

Cette sous-action permet de suivre les dépenses du crédit d'impôt contemporain relatif aux services à la personne.

Son exécution s'est élevée à 1,7 Md€ en 2025, supérieure de 0,4 Md€ à celle de 2024 (1,3 Md€) en raison de la montée en charge progressive du dispositif, mais néanmoins inférieure de 0,4 Md€ à la prévision de la loi de finances initiale pour 2025 (2,1 Md€), la montée en charge ayant été moins rapide qu'initialement prévu.

## ACTION

### 13 – Remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'État

| Action / Sous-action<br><i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i><br><i>Réalisation</i>                                                                   | Autorisations d'engagement |                                |                                | Crédits de paiement |                                |                                |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|--------------------------------|--------------------------------|---------------------|--------------------------------|--------------------------------|
|                                                                                                                                                      | Titre 2                    | Autres titres                  | Total                          | Titre 2             | Autres titres                  | Total                          |
| <b>13 – Remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'État</b>                                                                  |                            | <b>16 530 021 000</b>          | <b>16 530 021 000</b>          |                     | <b>16 530 021 000</b>          | <b>16 530 021 000</b>          |
|                                                                                                                                                      |                            | <b>15 357 444 647</b>          | <b>15 357 444 647</b>          |                     | <b>15 358 291 052</b>          | <b>15 358 291 052</b>          |
| 13.01 – Impôts sur le revenu - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues                                                                |                            | 2 700 000 000<br>3 258 270 355 | 2 700 000 000<br>3 258 270 355 |                     | 2 700 000 000<br>3 258 272 932 | 2 700 000 000<br>3 258 272 932 |
| 13.02 – Impôts sur les sociétés - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues                                                             |                            | 1 300 088 000<br>1 341 698 135 | 1 300 088 000<br>1 341 698 135 |                     | 1 300 088 000<br>1 341 698 135 | 1 300 088 000<br>1 341 698 135 |
| 13.03 – Autres impôts directs et taxes assimilées - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues                                           |                            | 3 299 002 000<br>1 829 077 868 | 3 299 002 000<br>1 829 077 868 |                     | 3 299 002 000<br>1 830 070 028 | 3 299 002 000<br>1 830 070 028 |
| 13.04 – Taxe sur la valeur ajoutée - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues                                                          |                            | 3 355 000 000<br>3 148 678 316 | 3 355 000 000<br>3 148 678 316 |                     | 3 355 000 000<br>3 148 678 899 | 3 355 000 000<br>3 148 678 899 |
| 13.05 – Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues                    |                            | 999 999 000<br>784 166 567     | 999 999 000<br>784 166 567     |                     | 999 999 000<br>784 167 083     | 999 999 000<br>784 167 083     |
| 13.06 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'État                                                               |                            | 950 000 000<br>940 359 296     | 950 000 000<br>940 359 296     |                     | 950 000 000<br>940 204 945     | 950 000 000<br>940 204 945     |
| 13.07 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'État - Admissions en non valeur - Créances liées aux impôts        |                            | 3 216 932 000<br>3 749 793 600 | 3 216 932 000<br>3 749 793 600 |                     | 3 216 932 000<br>3 749 793 384 | 3 216 932 000<br>3 749 793 384 |
| 13.08 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'État - Dations en paiement, intérêts moratoires, remises de débets |                            | 609 000 000<br>250 042 532     | 609 000 000<br>250 042 532     |                     | 609 000 000<br>250 047 668     | 609 000 000<br>250 047 668     |
| 13.09 – Prélèvement à la source (PAS) : dégrèvements et restitutions                                                                                 |                            | 100 000 000<br>55 357 978      | 100 000 000<br>55 357 978      |                     | 100 000 000<br>55 357 978      | 100 000 000<br>55 357 978      |

## CONTRIBUTION AU PLAN DE RELANCE

| Volets du plan de relance        | Autorisations d'engagement |             | Crédits de paiement |             |
|----------------------------------|----------------------------|-------------|---------------------|-------------|
|                                  | Prévision                  | Réalisation | Prévision           | Réalisation |
| Verdissement                     | 0                          | 0           | 0                   | 0           |
| Indépendance et compétitivité    | 0                          | 0           | 0                   | 0           |
| Cohésion sociale et territoriale | 0                          | 0           | 0                   | 0           |

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie                                                                                                                                   | Autorisations d'engagement       |                       | Crédits de paiement              |                       |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------|-----------------------|----------------------------------|-----------------------|
|                                                                                                                                                      | Prévision LFI<br>y.c. FdC et AdP | Réalisation           | Prévision LFI<br>y.c. FdC et AdP | Réalisation           |
| <b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>                                                                                                          | <b>4 775 932 000</b>             | <b>4 432 953 266</b>  | <b>4 775 932 000</b>             | <b>4 432 982 746</b>  |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel                                                                                            | 4 775 932 000                    | 4 432 953 266         | 4 775 932 000                    | 4 432 982 746         |
| 13.03 – Autres impôts directs et taxes assimilées - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues                                           |                                  | 21 228 255            |                                  | 21 228 255            |
| 13.05 – Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues                    |                                  | 0                     |                                  | 0                     |
| 13.06 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'État                                                               | 950 000 000                      | 414 004 303           | 950 000 000                      | 414 029 063           |
| 13.07 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'État - Admissions en non valeur - Créances liées aux impôts        | 3 216 932 000                    | 3 749 793 600         | 3 216 932 000                    | 3 749 793 384         |
| 13.08 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'État - Dations en paiement, intérêts moratoires, remises de débits | 609 000 000                      | 247 927 107           | 609 000 000                      | 247 932 044           |
| <b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>                                                                                                             | <b>11 754 089 000</b>            | <b>10 924 491 381</b> | <b>11 754 089 000</b>            | <b>10 925 308 306</b> |
| Transferts aux ménages                                                                                                                               | 3 799 999 000                    | 5 278 598 388         | 3 799 999 000                    | 5 279 631 758         |
| 13.01 – Impôts sur le revenu - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues                                                                | 2 700 000 000                    | 2 797 151 392         | 2 700 000 000                    | 2 797 153 969         |
| 13.03 – Autres impôts directs et taxes assimilées - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues                                           |                                  | 1 546 044 741         |                                  | 1 547 036 902         |
| 13.05 – Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues                    | 999 999 000                      | 639 900 794           | 999 999 000                      | 639 915 248           |
| 13.06 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'État                                                               |                                  | 280 569 850           |                                  | 280 593 829           |
| 13.08 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'État - Dations en paiement, intérêts moratoires, remises de débits |                                  | 2 115 425             |                                  | 2 115 625             |
| 13.09 – Prélèvement à la source (PAS) : dégrèvements et restitutions                                                                                 | 100 000 000                      | 12 816 186            | 100 000 000                      | 12 816 186            |
| Transferts aux entreprises                                                                                                                           | 7 954 090 000                    | 5 029 230 056         | 7 954 090 000                    | 5 029 013 611         |
| 13.02 – Impôts sur les sociétés - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues                                                             | 1 300 088 000                    | 1 338 267 809         | 1 300 088 000                    | 1 338 267 809         |
| 13.03 – Autres impôts directs et taxes assimilées - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues                                           | 3 299 002 000                    | 261 804 871           | 3 299 002 000                    | 261 804 871           |
| 13.04 – Taxe sur la valeur ajoutée - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues                                                          | 3 355 000 000                    | 3 013 359 805         | 3 355 000 000                    | 3 013 360 388         |
| 13.05 – Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues                    |                                  | 127 984 771           |                                  | 127 970 833           |

| Titre et catégorie                                                                                                                | Autorisations d'engagement       |                       | Crédits de paiement              |                       |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------|-----------------------|----------------------------------|-----------------------|
|                                                                                                                                   | Prévision LFI<br>y.c. FdC et AdP | Réalisation           | Prévision LFI<br>y.c. FdC et AdP | Réalisation           |
| 13.06 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'État                                            |                                  | 245 784 152           |                                  | 245 581 062           |
| 13.09 – Prélèvement à la source (PAS) : dégrèvements et restitutions                                                              |                                  | 42 028 648            |                                  | 42 028 648            |
| Transferts aux autres collectivités                                                                                               |                                  | 616 662 937           |                                  | 616 662 937           |
| 13.01 – Impôts sur le revenu - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues                                             |                                  | 461 118 963           |                                  | 461 118 963           |
| 13.02 – Impôts sur les sociétés - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues                                          |                                  | 3 430 326             |                                  | 3 430 326             |
| 13.04 – Taxe sur la valeur ajoutée - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues                                       |                                  | 135 318 511           |                                  | 135 318 511           |
| 13.05 – Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues |                                  | 16 281 002            |                                  | 16 281 002            |
| 13.06 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'État                                            |                                  | 991                   |                                  | 991                   |
| 13.09 – Prélèvement à la source (PAS) : dégrèvements et restitutions                                                              |                                  | 513 144               |                                  | 513 144               |
| <b>Total</b>                                                                                                                      | <b>16 530 021 000</b>            | <b>15 357 444 647</b> | <b>16 530 021 000</b>            | <b>15 358 291 052</b> |

## SOUS-ACTION

### 13.01 – Impôts sur le revenu - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues

Cette sous-action correspond à des transferts aux ménages. Elle retrace les mouvements suivants, lorsqu'ils sont relatifs à l'IR :

- les dégrèvements d'impôt sur le revenu prononcés pour rectifier des erreurs constatées sur les impositions initiales (erreurs commises par les contribuables ou les services fiscaux) ;
- les dégrèvements prononcés dans le cadre de réclamations contentieuses et gracieuses ;
- les versements au titre de conventions fiscales bilatérales avec la Belgique, le Maroc et la Suisse.

Les dépenses se sont élevées à 3,3 Md€ en 2025, supérieures à la prévision la loi de finances initiale (2,7 Md€) mais en diminution de 0,4 Md€ par rapport à 2024 (3,7 Md€) en raison du changement d'imputation comptable des dépenses liées aux dégrèvements de prélèvements sociaux d'exit tax devant revenir à l'URSSAF Caisse Nationale, qui ne figurent désormais plus au programme 200, ces dépenses ne devant pas être enregistrées sur une sous-action relative aux remboursements et dégrèvements d'impositions revenant in fine à l'État.

## SOUS-ACTION

### 13.02 – Impôts sur les sociétés - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues

Cette sous-action concerne principalement les dégrèvements et décharges opérés en matière d'impôt sur les sociétés.

Les dépenses de gestion des produits d'IS (1,3 Md€ en 2025) ont augmenté de 0,1 Md€ par rapport à 2024 (1,2 Md€), comme prévu par la loi de finances initiale pour 2025.

**SOUS-ACTION****13.03 – Autres impôts directs et taxes assimilées - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues**

---

Cette sous-action regroupe notamment les dégrèvements, restitutions et décharges opérés en matière :

- de retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux de l'impôt sur le revenu,
- de retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes,
- d'impôt sur la fortune immobilière,
- et de taxe sur les salaires.

Les dépenses de la sous-action se sont élevées à 1,8 Md€ en 2025, en baisse de 0,6 Md€ par rapport à 2024, principalement en contrecoup de contentieux individuels importants en 2024.

Les mêmes dépenses sont au contraire inférieures de 1,5 Md€ à la prévision de la loi de finances initiale pour 2025, laquelle prévoyait qu'un contentieux de série à forts enjeux puisse occasionner jusqu'à 1 Md€ de dégrèvements de droits ; les procédures juridictionnelles relatives à ce dernier, encore largement pendantes, ont conduit à une absence de dépense budgétaire en 2025.

**SOUS-ACTION****13.04 – Taxe sur la valeur ajoutée - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues**

---

Cette sous-action concerne des dégrèvements et restitutions concernant la TVA, à destination des entreprises. Elle comptabilise également les versements effectués au titre de la convention bilatérale franco-monégasque du 18 mai 1963 (de l'ordre de 0,1 Md€).

Entre 2024 et 2025, la dépense a diminué de 0,1 Md€, passant de 3,3 Md€ à 3,1 Md€.

Les dépenses sont finalement inférieures de 0,2 Md€ aux prévisions de la loi de finances initiale (3,4 Md€) en raison de moindres débours au titre de la TVA relevant des 8<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup> directives européennes.

**SOUS-ACTION****13.05 – Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues**

---

Cette sous-action regroupe notamment les dégrèvements et restitutions opérés en matière de taxe sur les logements vacants (réimputés sur la sous-action 200-13-06 en cours d'année 2025), de taxe générale sur les activités polluantes, de droits de succession, de droits de donation, de droits de mutation à titre onéreux, et de droits de timbre. Y figurent également des remboursements effectués par la Direction générale des Douanes et des droits indirects.

Les dépenses de la sous action 200-13-05 se sont élevées à 0,8 Md€ en 2025, inférieures en cela de 0,2 Md€ à leur exécution 2024 comme à la prévision de la loi de finances initiale pour 2025, principalement en raison de la réaffectation comptable des dégrèvements de la taxe sur les logements vacants sur la sous-action 200-13-06 en cours d'année.

**SOUS-ACTION****13.06 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'État**

---

Cette sous-action concerne :

- les dégrèvements et restitutions de taxe sur les logements vacants ;
- les restitutions d'écotaxe (malus automobile) ;
- les remboursements et rectifications de produits d'État encaissés les années antérieures ;
- les remises et annulations ;
- les restitutions de trop-perçu d'acomptes sur les déclarations relatives aux RCM ;
- les restitutions d'amendes de prélèvement à la source ;
- les rejets de prélèvements à la source après clôture de l'exercice ;
- les versements aux organismes gestionnaires de titres simplifiés ;
- et les restitutions et dégrèvements relatifs à la taxe sur les logements vacants, réimputés depuis la sous-action 200-13-05 en cours d'exercice 2025.

Les dépenses de la sous-action 200-13-06 se sont élevées à 0,9 Md€ en 2025, à un niveau semblable à celles de 2024 et en ligne avec les prévisions de la loi de finances initiale pour 2025, de moindres autres dépenses compensant la réimputation des dégrèvements de taxe sur les logements vacants précitée.

**SOUS-ACTION****13.07 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'État - Admissions en non valeur - Créances liées aux impôts**

---

Cette sous-action concerne essentiellement les admissions en non-valeur relatives à des impôts d'État.

L'exécution 2025 des dépenses d'ordre liées aux admissions en non-valeur a fortement augmenté par rapport à 2024 (3,7 Md€, après 2,7 Md€ en 2024) en raison de la résolution d'une affaire à forts enjeux : cette admission en non-valeur de 0,7 Md€, suspendue à une décision de justice définitive depuis plusieurs années, avait été tranchée par l'autorité judiciaire en décembre 2024, à une date imposant son exécution sur l'exercice budgétaire 2025, ce que la loi de finances initiale pour 2025 avait anticipé.

S'y sont ajoutés des dossiers exceptionnels, impliquant des écritures d'admission en non-valeur non prévisibles en loi de finances initiale, qui expliquent essentiellement le reste de la surexécution observée par rapport aux prévisions (3,2 Md€).

**SOUS-ACTION****13.08 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'État - Dations en paiement, intérêts moratoires, remises de débets**

---

Cette sous-action concerne les dations en paiement, les intérêts moratoires (dont les intérêts moratoires liés aux contentieux de série) et les remises de débets.

Les dépenses de la sous-action se sont élevées à 0,3 Md€ et ont été inférieures de 0,1 Md€ à l'exécution 2024, principalement en raison d'une baisse des dépenses liées aux contentieux de série (notamment les contentieux Messier et OPCVM) ainsi que d'un niveau plus important de dations en paiement en 2024.

Les dépenses ont été inférieures de 0,4 Md€ aux prévisions de la loi de finances initiale, principalement en raison de la baisse des dépenses liées aux contentieux de série.

### **SOUS-ACTION**

#### **13.09 – Prélèvement à la source (PAS) : dégrèvements et restitutions**

---

Cette sous-action retrace les dégrèvements de prélèvement à la source faisant suite à des contentieux avant émission des rôles.

Les dépenses de la sous-action se sont élevées à 0,1 Md€ en 2025, à un niveau semblable à celui de 2024 et en ligne avec les prévisions de la loi de finances initiale pour 2025.

Récapitulation des crédits et emplois alloués aux opérateurs de l'État

RÉCAPITULATION DES CRÉDITS ALLOUÉS PAR LE PROGRAMME AUX OPÉRATEURS

| Opérateur financé (Programme chef de file)<br>Nature de la dépense                                      | Réalisation 2024              |                        | Prévision LFI 2025            |                        | Réalisation 2025              |                        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|
|                                                                                                         | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement |
| <b>IFCE - Institut français du cheval et de l'équitation (P149)</b>                                     |                               | <b>2 029</b>           |                               |                        |                               | <b>1 589</b>           |
| Transferts                                                                                              |                               | 2 029                  |                               |                        |                               | 1 589                  |
| <b>ONF - Office national des forêts (P149)</b>                                                          |                               | <b>355 631</b>         |                               |                        |                               | <b>389 367</b>         |
| Transferts                                                                                              |                               | 355 631                |                               |                        |                               | 389 367                |
| <b>INRAE - Institut national pour la recherche en agriculture, alimentation et environnement (P172)</b> |                               | <b>59 327</b>          |                               |                        |                               | <b>14 728</b>          |
| Transferts                                                                                              |                               | 59 327                 |                               |                        |                               | 14 728                 |
| <b>Écoles d'enseignement supérieur agricole et vétérinaire (P142)</b>                                   |                               | <b>38 850</b>          |                               |                        |                               | <b>8 892</b>           |
| Transferts                                                                                              |                               | 38 850                 |                               |                        |                               | 8 892                  |
| <b>Total</b>                                                                                            |                               | <b>455 837</b>         |                               |                        |                               | <b>414 576</b>         |
| Total des transferts                                                                                    |                               | 455 837                |                               |                        |                               | 414 576                |

Note : les subventions d'investissement sont introduites par la LOLF au PAP 2025, leur réalisation 2024 est sans objet.

PROGRAMME 201

**Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux  
(crédits évaluatifs)**

---

## Bilan stratégique du rapport annuel de performances

Amélie VERDIER

Directrice générale des Finances publiques

Responsable du programme n° 201 : Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)

**Le programme 201 retrace, sur le périmètre des impôts locaux, les dépenses budgétaires résultant de l'application des règles fiscales conduisant à des remboursements et dégrèvements, ainsi que des opérations comptables (remises gracieuses, annulations, admissions en non-valeur de recettes).**

Les dépenses intégrées à ce programme sont de différentes natures :

- les dégrèvements octroyés en raison de dispositions fiscales particulières ;
- les autres dégrèvements, calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou refléter l'issue de procédures contentieuses ;
- les admissions en non-valeur résultant de la constatation du caractère irrécouvrable de créances fiscales lié à la disparition du débiteur ou à l'absence de biens saisissables.

**L'exécution des dépenses du programme diminue de 0,4 Md€ entre 2024 et 2025 (-8,8 %).** Cette baisse est essentiellement expliquée par celle, de 0,5 Md€, des remboursements et dégrèvements de taxe d'habitation inscrits à l'action 03, résultat du plan d'action mis en œuvre par la DGFIP pour améliorer la qualité de la taxation et accompagner les contribuables dans l'appropriation de leurs nouvelles obligations déclaratives relatives à la situation d'occupation des locaux.

Les dépenses liées à la contribution économique territoriale et aux autres impôts économiques (action 01) augmentent, elles, de 0,2 Md€, sous le double effet d'une hausse des dégrèvements de cotisation foncière des entreprises et de la progression du plafonnement à la valeur ajoutée.

Cette hausse est compensée par la baisse des remboursements et dégrèvements de taxes foncières retracés à l'action 02 (-0,2 Md€), notamment des dégrèvements pour perte de récolte.

Enfin, les admissions en non-valeur (action 04), historiquement stables, augmentent très légèrement (+0,1 Md€).

**Le programme est mis en œuvre par les services déconcentrés de la Direction générale des Finances publiques.** À ce titre, il dépend des moyens et des résultats du programme principal dont dépend cette direction, le programme 156 « Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local ».

**L'indicateur de performance du programme** a été défini en cohérence avec son double objectif de qualité et de rapidité : permettre aux usagers de bénéficier de leurs droits en matière de remboursements et dégrèvements d'impôts locaux le plus rapidement possible, tout en garantissant le bien-fondé des dépenses au regard de la législation. Du point de vue des usagers, notamment professionnels, il s'agit de pouvoir gérer de manière fluide leur trésorerie pour éviter des frais financiers inutiles.

L'indicateur 1.1 « Taux de réclamations contentieuses relatives à la taxe d'habitation traitées dans le délai de 30 jours par les services locaux » couvre presque un tiers du contentieux traité par les services locaux de la Direction générale des Finances publiques. En 2025, cet indicateur a atteint sa cible, la dépassant encore légèrement davantage qu'en 2024 et 2023, ce qui atteste une nouvelle fois de la réactivité et de la mobilisation constante de la Direction générale des Finances publiques sur le traitement du contentieux de masse.

---

RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

---

**OBJECTIF 1 : Permettre aux usagers de bénéficier de leurs droits le plus rapidement possible**

INDICATEUR 1.1 : Taux net de réclamations contentieuses relatives à la taxe d'habitation traitées dans le délai de 30 jours par les services locaux

# Objectifs et indicateurs de performance

## OBJECTIF

1 – Permettre aux usagers de bénéficier de leurs droits le plus rapidement possible

## INDICATEUR

1.1 – Taux net de réclamations contentieuses relatives à la taxe d'habitation traitées dans le délai de 30 jours par les services locaux

(du point de vue de l'usager)

|                                                                                                                                    | Unité | 2023<br>Réalisation | 2024<br>Réalisation | 2025<br>Cible | 2025<br>Réalisation | Atteinte<br>de la cible | 2026<br>Cible |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Taux net de réclamations contentieuses relatives à la taxe d'habitation traitées dans le délai de 30 jours par les services locaux | %     | 97,6                | 97,3                | 95,0          | 97,4                | cible atteinte          | 95,0          |

### Commentaires techniques

Exprimé en pourcent, cet indicateur mesure la proportion de réclamations contentieuses en matière de taxe d’habitation qui ont pu être traitées dans un délai d’au plus 30 jours. Il comprend au numérateur le nombre de réclamations contentieuses traitées dans le délai d’un mois et au dénominateur le nombre de réclamations traitées sur l’année.

Source des données : applications informatiques des services concernés.

## ANALYSE DES RÉSULTATS

L’indicateur 1.1 du programme 201 mesure le taux net de réclamations contentieuses en matière de taxe d’habitation (TH) traitées dans un délai de 30 jours par les services locaux.

Au 31 décembre 2025, l’indicateur affiche un taux de 97,4 %, soit un résultat en légère amélioration par rapport à 2024 (97,3 %), et meilleur que l’objectif de 95 % qui avait été fixé pour 2025. Les services locaux de la Direction générale des Finances publiques confirment en cela leur capacité à traiter rapidement les contentieux de masse.

Les réclamations refluent fortement en matière de TH (458 000 dossiers, soit une baisse -48 % par rapport à 2024). Les difficultés rencontrées par les contribuables à s’approprier leurs nouvelles obligations déclaratives nées du déploiement du service applicatif Gérer Mes Biens Immobiliers avaient maintenu un haut niveau de contentieux de taxe d’habitation sur les résidences secondaires (THS) et de taxe d’habitation sur les logements vacants (THLV) jusqu’en 2024. Ce n’est donc que depuis 2025 que l’effet de la suppression de la taxe d’habitation sur les résidences principales se fait véritablement ressentir sur le nombre de réclamations.

Au global à fin 2025, les services locaux ont traité près de 492 000 réclamations (contre 930 000 en 2024). Ces affaires ont été instruites dans le délai de trente jours dans 97,4 % des cas (+0,1 point par rapport à 2024).



## Présentation des crédits

### 2025 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS OUVERTS ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

#### 2025 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action<br><i>Prévision LFI 2025<br/>Consommation 2025</i>                                                                     | Titre 3<br>Dépenses de<br>fonctionnement | Titre 6<br>Dépenses<br>d'intervention | Total                                        | Total<br>y.c. FdC et AdP<br>prévus en LFI |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------|---------------------------------------|----------------------------------------------|-------------------------------------------|
| 01 – Contribution économique territoriale et autres impôts économiques                                                                                                     | 20 602 000                               | 1 421 999 991<br>1 242 734 175        | <b>1 421 999 991</b><br><b>1 263 336 175</b> | 1 421 999 991                             |
| 01.01 – Taxe professionnelle et contribution économique territoriale et autres impôts économiques créés ou modifiés dans le cadre de la réforme de la taxe professionnelle | 20 602 000                               | 1 421 999 991<br>1 242 734 175        | <b>1 421 999 991</b><br><b>1 263 336 175</b> | 1 421 999 991                             |
| 02 – Taxes foncières                                                                                                                                                       | 720 436                                  | 2 069 000 000<br>1 894 097 824        | <b>2 069 000 000</b><br><b>1 894 818 261</b> | 2 069 000 000                             |
| 02.01 – Taxes foncières                                                                                                                                                    | 720 436                                  | 2 069 000 000<br>1 894 097 824        | <b>2 069 000 000</b><br><b>1 894 818 261</b> | 2 069 000 000                             |
| 03 – Taxe d'habitation                                                                                                                                                     |                                          | 771 000 000<br>753 325 613            | <b>771 000 000</b><br><b>753 325 613</b>     | 771 000 000                               |
| 03.01 – Taxe d'habitation                                                                                                                                                  |                                          | 771 000 000<br>753 325 613            | <b>771 000 000</b><br><b>753 325 613</b>     | 771 000 000                               |
| 04 – Admission en non valeur d'impôts locaux                                                                                                                               |                                          | 466 825 000<br>607 614 012            | <b>466 825 000</b><br><b>607 614 012</b>     | 466 825 000                               |
| 04.01 – Admission en non valeur d'impôts locaux                                                                                                                            |                                          | 466 825 000<br>607 614 012            | <b>466 825 000</b><br><b>607 614 012</b>     | 466 825 000                               |
| <b>Total des AE prévues en LFI</b>                                                                                                                                         | <b>0</b>                                 | <b>4 728 824 991</b>                  | <b>4 728 824 991</b>                         | <b>4 728 824 991</b>                      |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP                                                                                                                                    |                                          |                                       |                                              |                                           |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP                                                                                                                                   | -118 824 991 (hors titre 2)              |                                       | -118 824 991                                 |                                           |
| Total des AE ouvertes                                                                                                                                                      | 4 610 000 000 (hors titre 2)             |                                       | 4 610 000 000                                |                                           |
| <b>Total des AE consommées</b>                                                                                                                                             | <b>21 322 436</b>                        | <b>4 497 771 624</b>                  | <b>4 519 094 060</b>                         |                                           |

#### 2025 / CRÉDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action<br><i>Prévision LFI 2025<br/>Consommation 2025</i>                                                                     | Titre 3<br>Dépenses de<br>fonctionnement | Titre 6<br>Dépenses<br>d'intervention | Total                                        | Total<br>y.c. FdC et AdP<br>prévus en LFI |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------|---------------------------------------|----------------------------------------------|-------------------------------------------|
| 01 – Contribution économique territoriale et autres impôts économiques                                                                                                     | 20 602 000                               | 1 421 999 991<br>1 242 737 422        | <b>1 421 999 991</b><br><b>1 263 339 421</b> | 1 421 999 991                             |
| 01.01 – Taxe professionnelle et contribution économique territoriale et autres impôts économiques créés ou modifiés dans le cadre de la réforme de la taxe professionnelle | 20 602 000                               | 1 421 999 991<br>1 242 737 422        | <b>1 421 999 991</b><br><b>1 263 339 421</b> | 1 421 999 991                             |
| 02 – Taxes foncières                                                                                                                                                       | 720 436                                  | 2 069 000 000<br>1 894 104 530        | <b>2 069 000 000</b><br><b>1 894 824 967</b> | 2 069 000 000                             |
| 02.01 – Taxes foncières                                                                                                                                                    | 720 436                                  | 2 069 000 000<br>1 894 104 530        | <b>2 069 000 000</b><br><b>1 894 824 967</b> | 2 069 000 000                             |
| 03 – Taxe d'habitation                                                                                                                                                     |                                          | 771 000 000<br>754 107 073            | <b>771 000 000</b><br><b>754 107 073</b>     | 771 000 000                               |
| 03.01 – Taxe d'habitation                                                                                                                                                  |                                          | 771 000 000<br>754 107 073            | <b>771 000 000</b><br><b>754 107 073</b>     | 771 000 000                               |

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action   | Titre 3<br>Dépenses de<br>fonctionnement | Titre 6<br>Dépenses<br>d'intervention | Total                      | Total<br>y.c. FdC et AdP<br>prévus en LFI |
|-------------------------------------------------------|------------------------------------------|---------------------------------------|----------------------------|-------------------------------------------|
| <i>Prévision LFI 2025</i><br><i>Consommation 2025</i> |                                          |                                       |                            |                                           |
| 04 – Admission en non valeur d'impôts locaux          |                                          | 466 825 000<br>607 603 123            | 466 825 000<br>607 603 123 | 466 825 000                               |
| 04.01 – Admission en non valeur d'impôts locaux       |                                          | 466 825 000<br>607 603 123            | 466 825 000<br>607 603 123 | 466 825 000                               |
| <b>Total des CP prévus en LFI</b>                     | <b>0</b>                                 | <b>4 728 824 991</b>                  | <b>4 728 824 991</b>       | <b>4 728 824 991</b>                      |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP               |                                          |                                       |                            |                                           |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP              | -118 824 991 (hors titre 2)              |                                       | -118 824 991               |                                           |
| Total des CP ouverts                                  | 4 610 000 000 (hors titre 2)             |                                       | 4 610 000 000              |                                           |
| <b>Total des CP consommés</b>                         | <b>21 322 436</b>                        | <b>4 498 552 147</b>                  | <b>4 519 874 583</b>       |                                           |

## 2024 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LFI) ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

## 2024 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action                                                                                                                        | Titre 3<br>Dépenses de<br>fonctionnement | Titre 6<br>Dépenses<br>d'intervention | Total<br>hors FdC et AdP<br>prévus en LFI | Total<br>y.c. FdC et AdP       |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------|---------------------------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| <i>Prévision LFI 2024</i><br><i>Consommation 2024</i>                                                                                                                      |                                          |                                       |                                           |                                |
| 01 – Contribution économique territoriale et autres impôts économiques                                                                                                     | 3 005 277                                | 1 612 000 000<br>1 096 576 098        | 1 612 000 000                             | 1 612 000 000<br>1 099 581 375 |
| 01.01 – Taxe professionnelle et contribution économique territoriale et autres impôts économiques créés ou modifiés dans le cadre de la réforme de la taxe professionnelle | 3 005 277                                | 1 612 000 000<br>1 096 576 098        | 1 612 000 000                             | 1 612 000 000<br>1 099 581 375 |
| 02 – Taxes foncières                                                                                                                                                       | 50 549 850                               | 1 925 000 000<br>2 060 080 575        | 1 925 000 000                             | 1 925 000 000<br>2 110 630 425 |
| 02.01 – Taxes foncières                                                                                                                                                    | 50 549 850                               | 1 925 000 000<br>2 060 080 575        | 1 925 000 000                             | 1 925 000 000<br>2 110 630 425 |
| 03 – Taxe d'habitation                                                                                                                                                     |                                          | 311 000 000<br>1 255 440 452          | 311 000 000                               | 311 000 000<br>1 255 440 452   |
| 03.01 – Taxe d'habitation                                                                                                                                                  |                                          | 311 000 000<br>1 255 440 452          | 311 000 000                               | 311 000 000<br>1 255 440 452   |
| 04 – Admission en non valeur d'impôts locaux                                                                                                                               |                                          | 443 000 000<br>489 507 017            | 443 000 000                               | 443 000 000<br>489 507 017     |
| 04.01 – Admission en non valeur d'impôts locaux                                                                                                                            |                                          | 443 000 000<br>489 507 017            | 443 000 000                               | 443 000 000<br>489 507 017     |
| <b>Total des AE prévues en LFI</b>                                                                                                                                         | <b>0</b>                                 | <b>4 291 000 000</b>                  | <b>4 291 000 000</b>                      | <b>4 291 000 000</b>           |
| <b>Total des AE consommées</b>                                                                                                                                             | <b>53 555 126</b>                        | <b>4 901 604 143</b>                  |                                           | <b>4 955 159 269</b>           |

## 2024 / CRÉDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action                                                                                                                              | Titre 3<br>Dépenses de<br>fonctionnement | Titre 6<br>Dépenses<br>d'intervention | Total<br>hors FdC et AdP<br>prévus en LFI | Total<br>y.c. FdC et AdP       |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------|---------------------------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| <i>Prévision LFI 2024</i><br><i>Consommation 2024</i>                                                                                                                            |                                          |                                       |                                           |                                |
| 01 – Contribution économique territoriale et autres impôts économiques                                                                                                           | 3 005 277                                | 1 612 000 000<br>1 096 591 167        | 1 612 000 000                             | 1 612 000 000<br>1 099 596 444 |
| 01.01 – Taxe professionnelle et contribution économique territoriale et autres<br>impôts économiques créés ou modifiés dans le cadre de la réforme de la<br>taxe professionnelle | 3 005 277                                | 1 612 000 000<br>1 096 591 167        | 1 612 000 000                             | 1 612 000 000<br>1 099 596 444 |
| 02 – Taxes foncières                                                                                                                                                             | 50 549 850                               | 1 925 000 000<br>2 060 088 355        | 1 925 000 000                             | 1 925 000 000<br>2 110 638 205 |
| 02.01 – Taxes foncières                                                                                                                                                          | 50 549 850                               | 1 925 000 000<br>2 060 088 355        | 1 925 000 000                             | 1 925 000 000<br>2 110 638 205 |
| 03 – Taxe d'habitation                                                                                                                                                           |                                          | 311 000 000<br>1 255 423 744          | 311 000 000                               | 311 000 000<br>1 255 423 744   |
| 03.01 – Taxe d'habitation                                                                                                                                                        |                                          | 311 000 000<br>1 255 423 744          | 311 000 000                               | 311 000 000<br>1 255 423 744   |
| 04 – Admission en non valeur d'impôts locaux                                                                                                                                     |                                          | 443 000 000<br>489 507 017            | 443 000 000                               | 443 000 000<br>489 507 017     |
| 04.01 – Admission en non valeur d'impôts locaux                                                                                                                                  |                                          | 443 000 000<br>489 507 017            | 443 000 000                               | 443 000 000<br>489 507 017     |
| <b>Total des CP prévus en LFI</b>                                                                                                                                                | <b>0</b>                                 | <b>4 291 000 000</b>                  | <b>4 291 000 000</b>                      | <b>4 291 000 000</b>           |
| <b>Total des CP consommés</b>                                                                                                                                                    | <b>53 555 126</b>                        | <b>4 901 610 284</b>                  |                                           | <b>4 955 165 410</b>           |

## PRÉSENTATION PAR TITRE ET CATÉGORIE DES CRÉDITS CONSOMMÉS

| Titre et catégorie                                           | Autorisations d'engagement |                      |                        | Crédits de paiement   |                      |                       |
|--------------------------------------------------------------|----------------------------|----------------------|------------------------|-----------------------|----------------------|-----------------------|
|                                                              | Consommées*<br>en 2024     | Ouvertes<br>en 2025  | Consommées*<br>en 2025 | Consommés*<br>en 2024 | Ouverts<br>en 2025   | Consommés*<br>en 2025 |
| Titre 3 – Dépenses de fonctionnement                         | 53 555 126                 | 0                    | 21 322 436             | 53 555 126            | 0                    | 21 322 436            |
| Dépenses de fonctionnement autres que<br>celles de personnel | 53 555 126                 | 0                    | 21 322 436             | 53 555 126            | 0                    | 21 322 436            |
| Titre 6 – Dépenses d'intervention                            | 4 901 604 143              | 4 728 824 991        | 4 497 771 624          | 4 901 610 284         | 4 728 824 991        | 4 498 552 147         |
| Transferts aux entreprises                                   | 2 205 864                  | 1 421 999 991        | 1 702 304              | 2 219 709             | 1 421 999 991        | 1 701 279             |
| Transferts aux collectivités territoriales                   | 4 899 398 278              | 3 306 825 000        | 4 496 069 320          | 4 899 390 574         | 3 306 825 000        | 4 496 850 869         |
| <b>Total hors FdC et AdP</b>                                 |                            | <b>4 728 824 991</b> |                        |                       | <b>4 728 824 991</b> |                       |
| Ouvertures et annulations* hors titre 2                      |                            | -118 824 991         |                        |                       | -118 824 991         |                       |
| <b>Total*</b>                                                | <b>4 955 159 269</b>       | <b>4 610 000 000</b> | <b>4 519 094 060</b>   | <b>4 955 165 410</b>  | <b>4 610 000 000</b> | <b>4 519 874 583</b>  |

\* y.c. FdC et AdP

## RÉCAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CRÉDITS (HORS DÉCRET DE SERVICES VOTÉS)

### LOI DE FINANCES DE FIN DE GESTION

| Date<br>de signature | Ouvertures                 |               |                     |               | Annulations                |                    |                     |                    |
|----------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|----------------------------|--------------------|---------------------|--------------------|
|                      | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               | Autorisations d'engagement |                    | Crédits de paiement |                    |
|                      | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres | Titre 2                    | Autres titres      | Titre 2             | Autres titres      |
| 08/12/2025           |                            |               |                     |               |                            | 118 824 991        |                     | 118 824 991        |
| <b>Total</b>         |                            |               |                     |               |                            | <b>118 824 991</b> |                     | <b>118 824 991</b> |

### TOTAL DES OUVERTURES ET ANNULATIONS (Y.C. FDC ET ADP)

|                      | Ouvertures                 |               |                     |               | Annulations                |                    |                     |                    |
|----------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|----------------------------|--------------------|---------------------|--------------------|
|                      | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               | Autorisations d'engagement |                    | Crédits de paiement |                    |
|                      | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres | Titre 2                    | Autres titres      | Titre 2             | Autres titres      |
| <b>Total général</b> |                            |               |                     |               |                            | <b>118 824 991</b> |                     | <b>118 824 991</b> |

## Justification au premier euro

### Éléments transversaux au programme

#### ÉLÉMENTS DE SYNTHÈSE DU PROGRAMME

| Numéro et intitulé de l'action<br>ou de la sous-action<br><br><i>Prévision LFI<br/>Consommation</i>                                                                                    | Autorisations d'engagement            |                                |                                | Crédits de paiement                   |                                |                                |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
|                                                                                                                                                                                        | Titre 2 *<br>Dépenses<br>de personnel | Autres titres *                | Total<br>y.c. FdC et AdP       | Titre 2 *<br>Dépenses<br>de personnel | Autres titres *                | Total<br>y.c. FdC et AdP       |
| 01 – Contribution économique territoriale<br>et autres impôts économiques                                                                                                              |                                       | 1 421 999 991<br>1 263 336 175 | 1 421 999 991<br>1 263 336 175 |                                       | 1 421 999 991<br>1 263 339 421 | 1 421 999 991<br>1 263 339 421 |
| 01.01 – Taxe professionnelle et<br>contribution économique territoriale et<br>autres impôts économiques créés ou<br>modifiés dans le cadre de la réforme de<br>la taxe professionnelle |                                       | 1 421 999 991<br>1 263 336 175 | 1 421 999 991<br>1 263 336 175 |                                       | 1 421 999 991<br>1 263 339 421 | 1 421 999 991<br>1 263 339 421 |
| 02 – Taxes foncières                                                                                                                                                                   |                                       | 2 069 000 000<br>1 894 818 261 | 2 069 000 000<br>1 894 818 261 |                                       | 2 069 000 000<br>1 894 824 967 | 2 069 000 000<br>1 894 824 967 |
| 02.01 – Taxes foncières                                                                                                                                                                |                                       | 2 069 000 000<br>1 894 818 261 | 2 069 000 000<br>1 894 818 261 |                                       | 2 069 000 000<br>1 894 824 967 | 2 069 000 000<br>1 894 824 967 |
| 03 – Taxe d'habitation                                                                                                                                                                 |                                       | 771 000 000<br>753 325 613     | 771 000 000<br>753 325 613     |                                       | 771 000 000<br>754 107 073     | 771 000 000<br>754 107 073     |
| 03.01 – Taxe d'habitation                                                                                                                                                              |                                       | 771 000 000<br>753 325 613     | 771 000 000<br>753 325 613     |                                       | 771 000 000<br>754 107 073     | 771 000 000<br>754 107 073     |
| 04 – Admission en non valeur d'impôts<br>locaux                                                                                                                                        |                                       | 466 825 000<br>607 614 012     | 466 825 000<br>607 614 012     |                                       | 466 825 000<br>607 603 123     | 466 825 000<br>607 603 123     |
| 04.01 – Admission en non valeur d'impôts<br>locaux                                                                                                                                     |                                       | 466 825 000<br>607 614 012     | 466 825 000<br>607 614 012     |                                       | 466 825 000<br>607 603 123     | 466 825 000<br>607 603 123     |
| <b>Total des crédits prévus en LFI *</b>                                                                                                                                               | <b>0</b>                              | <b>4 728 824 991</b>           | <b>4 728 824 991</b>           | <b>0</b>                              | <b>4 728 824 991</b>           | <b>4 728 824 991</b>           |
| Ouvertures / annulations y.c. FdC et AdP                                                                                                                                               |                                       | -118 824 991                   | -118 824 991                   |                                       | -118 824 991                   | -118 824 991                   |
| Total des crédits ouverts                                                                                                                                                              | 0                                     | 4 610 000 000                  | 4 610 000 000                  | 0                                     | 4 610 000 000                  | 4 610 000 000                  |
| <b>Total des crédits consommés</b>                                                                                                                                                     | <b>0</b>                              | <b>4 519 094 060</b>           | <b>4 519 094 060</b>           | <b>0</b>                              | <b>4 519 874 583</b>           | <b>4 519 874 583</b>           |
| Crédits ouverts - crédits consommés                                                                                                                                                    |                                       | +90 905 940                    | +90 905 940                    |                                       | +90 125 417                    | +90 125 417                    |

\* hors FdC et AdP pour les montants de la LFI

#### PASSAGE DU PLF À LA LFI

|             | Autorisations d'engagement |                      |                      | Crédits de paiement |                      |                      |
|-------------|----------------------------|----------------------|----------------------|---------------------|----------------------|----------------------|
|             | Titre 2                    | Autres titres        | Total                | Titre 2             | Autres titres        | Total                |
| PLF         | 0                          | 4 398 824 991        | 4 398 824 991        | 0                   | 4 398 824 991        | 4 398 824 991        |
| Amendements | 0                          | +330 000 000         | +330 000 000         | 0                   | +330 000 000         | +330 000 000         |
| <b>LFI</b>  | <b>0</b>                   | <b>4 728 824 991</b> | <b>4 728 824 991</b> | <b>0</b>            | <b>4 728 824 991</b> | <b>4 728 824 991</b> |

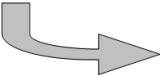


*Dépenses pluriannuelles*

## SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

| AE 2025                                                                                       | CP 2025                                                                                         |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------|
| AE ouvertes en 2025 *<br>(E1)<br><b>4 610 000 000</b>                                         | CP ouverts en 2025 *<br>(P1)<br><b>4 610 000 000</b>                                            |
| AE engagées en 2025<br>(E2)<br><b>4 519 094 060</b>                                           | CP consommés en 2025<br>(P2)<br><b>4 519 874 583</b>                                            |
| AE affectées<br>non engagées<br>au 31/12/2025<br>(E3)<br><b>0</b>                             | dont CP consommés en<br>2025 sur engagements<br>antérieurs à 2025<br>(P3 = P2 – P4)<br><b>0</b> |
| AE non affectées<br>non engagées<br>au 31/12/2025<br>(E4 = E1 – E2 – E3)<br><b>90 905 940</b> | dont CP consommés<br>en 2025 sur<br>engagements 2025<br>(P4)<br><b>4 519 874 583</b>            |

### RESTES À PAYER

|                                                                                                                    |   |                                                                                            |   |                                                                                                                |                                                                                                                                                                         |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---|--------------------------------------------------------------------------------------------|---|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Engagements ≤ 2024 non<br>couverts par des paiements<br>au 31/12/2024 brut<br>(R1)<br><b>-6 141</b>                |   |                                                                                            |   |                                                                                                                |                                                                                                                                                                         |
| Travaux de fin de gestion<br>postérieurs au RAP 2024<br>(R2)<br><b>6 141</b>                                       |   |                                                                                            |   |                                                                                                                |                                                                                                                                                                         |
|                                 |   |                                                                                            |   |                                                                                                                |                                                                                                                                                                         |
| <b>Engagements ≤ 2024 non<br/>couverts par des paiements<br/>au 31/12/2024 net<br/>(R3 = R1 + R2)<br/><b>0</b></b> | – | CP consommés en 2025<br>sur engagements<br>antérieurs à 2025<br>(P3 = P2 – P4)<br><b>0</b> | = | Engagements ≤ 2024 non<br>couverts par des paiements<br>au 31/12/2025<br>(R4 = R3 – P3)<br><b>0</b>            |                                                                                                                                                                         |
| AE engagées en 2025<br>(E2)<br><b>4 519 094 060</b>                                                                | – | CP consommés en 2025<br>sur engagements 2025<br>(P4)<br><b>4 519 874 583</b>               | = | Engagements 2025 non<br>couverts par des paiements<br>au 31/12/2025<br>(R5 = E2 – P4)<br><b>-780 523</b>       |                                                                                                                                                                         |
|                                                                                                                    |   |                                                                                            |   | <b>Engagements non couverts<br/>par des paiements<br/>au 31/12/2025<br/>(R6 = R4 + R5)<br/><b>-780 523</b></b> |                                                                                                                                                                         |
|                                                                                                                    |   |                                                                                            |   |                           |                                                                                                                                                                         |
|                                                                                                                    |   |                                                                                            |   |                                                                                                                | Estimation des CP 2026<br>sur engagements non<br>couverts au 31/12/2025<br>(P5)<br><b>0</b>                                                                             |
|                                                                                                                    |   |                                                                                            |   |                                                                                                                | Estimation du montant<br>maximal des CP<br>nécessaires après 2026<br>pour couvrir les<br>engagements non<br>couverts au 31/12/2025<br>(P6 = R6 – P5)<br><b>-780 523</b> |

NB : les montants ci-dessus correspondent uniquement aux crédits hors titre 2

\* LFI 2025 + reports 2024 + mouvements réglementaires + FdC + AdP + fongibilité asymétrique + LFR

## Justification par action

### ACTION

#### 01 – Contribution économique territoriale et autres impôts économiques

| Action / Sous-action<br><i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP<br/>Réalisation</i>                                                                                               | Autorisations d'engagement |                                              |                                              | Crédits de paiement |                                              |                                              |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|----------------------------------------------|----------------------------------------------|---------------------|----------------------------------------------|----------------------------------------------|
|                                                                                                                                                                            | Titre 2                    | Autres titres                                | Total                                        | Titre 2             | Autres titres                                | Total                                        |
| <b>01 – Contribution économique territoriale et autres impôts économiques</b>                                                                                              |                            | <b>1 421 999 991</b><br><b>1 263 336 175</b> | <b>1 421 999 991</b><br><b>1 263 336 175</b> |                     | <b>1 421 999 991</b><br><b>1 263 339 421</b> | <b>1 421 999 991</b><br><b>1 263 339 421</b> |
| 01.01 – Taxe professionnelle et contribution économique territoriale et autres impôts économiques créés ou modifiés dans le cadre de la réforme de la taxe professionnelle |                            | 1 421 999 991<br>1 263 336 175               | 1 421 999 991<br>1 263 336 175               |                     | 1 421 999 991<br>1 263 339 421               | 1 421 999 991<br>1 263 339 421               |

### CONTRIBUTION AU PLAN DE RELANCE

| Volets du plan de relance        | Autorisations d'engagement |             | Crédits de paiement |             |
|----------------------------------|----------------------------|-------------|---------------------|-------------|
|                                  | Prévision                  | Réalisation | Prévision           | Réalisation |
| Verdissement                     | 0                          | 0           | 0                   | 0           |
| Indépendance et compétitivité    | 0                          | 0           | 0                   | 0           |
| Cohésion sociale et territoriale | 0                          | 0           | 0                   | 0           |

### ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie                                                                                                                                                         | Autorisations d'engagement    |                      | Crédits de paiement           |                      |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------|----------------------|-------------------------------|----------------------|
|                                                                                                                                                                            | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation          | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation          |
| <b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>                                                                                                                                |                               | 20 602 000           |                               | 20 602 000           |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel                                                                                                                  |                               | 20 602 000           |                               | 20 602 000           |
| 01.01 – Taxe professionnelle et contribution économique territoriale et autres impôts économiques créés ou modifiés dans le cadre de la réforme de la taxe professionnelle |                               | 20 602 000           |                               | 20 602 000           |
| <b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>                                                                                                                                   | 1 421 999 991                 | 1 242 734 175        | 1 421 999 991                 | 1 242 737 422        |
| Transferts aux entreprises                                                                                                                                                 | 1 421 999 991                 | 1 702 304            | 1 421 999 991                 | 1 701 279            |
| 01.01 – Taxe professionnelle et contribution économique territoriale et autres impôts économiques créés ou modifiés dans le cadre de la réforme de la taxe professionnelle | 1 421 999 991                 | 1 702 304            | 1 421 999 991                 | 1 701 279            |
| Transferts aux collectivités territoriales                                                                                                                                 |                               | 1 241 031 871        |                               | 1 241 036 143        |
| 01.01 – Taxe professionnelle et contribution économique territoriale et autres impôts économiques créés ou modifiés dans le cadre de la réforme de la taxe professionnelle |                               | 1 241 031 871        |                               | 1 241 036 143        |
| <b>Total</b>                                                                                                                                                               | <b>1 421 999 991</b>          | <b>1 263 336 175</b> | <b>1 421 999 991</b>          | <b>1 263 339 421</b> |

**SOUS-ACTION**

01.01 – Taxe professionnelle et contribution économique territoriale et autres impôts économiques créés ou modifiés dans le cadre de la réforme de la taxe professionnelle

Entre 2024 et 2025, la sous-action a connu une hausse d'exécution de 0,2 Md€, passant de 1,1 Md€ à 1,3 Md€. Cette hausse s'explique par :

- l'augmentation des dégrèvements de CFE (+0,1 Md€) ;
- la progression du plafonnement à la valeur ajoutée (+0,1 Md€).

L'exécution 2025 s'établit proche de la prévision portée par la loi de finances initiale pour 2025 (1,4 Md€).

**ACTION****02 – Taxes foncières**

| Action / Sous-action<br><i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i><br>Réalisation | Autorisations d'engagement |                                              |                                              | Crédits de paiement |                                              |                                              |
|-----------------------------------------------------------------------------|----------------------------|----------------------------------------------|----------------------------------------------|---------------------|----------------------------------------------|----------------------------------------------|
|                                                                             | Titre 2                    | Autres titres                                | Total                                        | Titre 2             | Autres titres                                | Total                                        |
| <b>02 – Taxes foncières</b>                                                 |                            | <b>2 069 000 000</b><br><b>1 894 818 261</b> | <b>2 069 000 000</b><br><b>1 894 818 261</b> |                     | <b>2 069 000 000</b><br><b>1 894 824 967</b> | <b>2 069 000 000</b><br><b>1 894 824 967</b> |
| 02.01 – Taxes foncières                                                     |                            | 2 069 000 000<br>1 894 818 261               | 2 069 000 000<br>1 894 818 261               |                     | 2 069 000 000<br>1 894 824 967               | 2 069 000 000<br>1 894 824 967               |

**CONTRIBUTION AU PLAN DE RELANCE**

| Volets du plan de relance        | Autorisations d'engagement |             | Crédits de paiement |             |
|----------------------------------|----------------------------|-------------|---------------------|-------------|
|                                  | Prévision                  | Réalisation | Prévision           | Réalisation |
| Verdissement                     | 0                          | 0           | 0                   | 0           |
| Indépendance et compétitivité    | 0                          | 0           | 0                   | 0           |
| Cohésion sociale et territoriale | 0                          | 0           | 0                   | 0           |

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie                                        | Autorisations d'engagement       |               | Crédits de paiement              |               |
|-----------------------------------------------------------|----------------------------------|---------------|----------------------------------|---------------|
|                                                           | Prévision LFI<br>y.c. FdC et AdP | Réalisation   | Prévision LFI<br>y.c. FdC et AdP | Réalisation   |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement                      |                                  | 720 436       |                                  | 720 436       |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel |                                  | 720 436       |                                  | 720 436       |
| 02.01 – Taxes foncières                                   |                                  | 720 436       |                                  | 720 436       |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention                         | 2 069 000 000                    | 1 894 097 824 | 2 069 000 000                    | 1 894 104 530 |
| Transferts aux collectivités territoriales                | 2 069 000 000                    | 1 894 097 824 | 2 069 000 000                    | 1 894 104 530 |
| 02.01 – Taxes foncières                                   | 2 069 000 000                    | 1 894 097 824 | 2 069 000 000                    | 1 894 104 530 |
| Total                                                     | 2 069 000 000                    | 1 894 818 261 | 2 069 000 000                    | 1 894 824 967 |

SOUS-ACTION

02.01 – Taxes foncières

Le montant de cette sous-action exécuté en 2024, et repris en loi de finances initiale pour 2025, était de 2,1 Md€. L'exécution 2025 de la sous-action s'établit finalement à 1,9 Md€.

L'ensemble de cette diminution, et de la moindre dépense par rapport à la prévision, est porté par le repli des dégrèvements pour perte de récolte, qui représentaient 0,3 Md€ en 2024 et seulement 0,1 Md€ en 2025.

ACTION

03 – Taxe d'habitation

| Action / Sous-action          | Autorisations d'engagement |               |             | Crédits de paiement |               |             |
|-------------------------------|----------------------------|---------------|-------------|---------------------|---------------|-------------|
|                               | Titre 2                    | Autres titres | Total       | Titre 2             | Autres titres | Total       |
| Prévision LFI y.c. FdC et AdP |                            |               |             |                     |               |             |
| Réalisation                   |                            |               |             |                     |               |             |
| 03 – Taxe d'habitation        |                            | 771 000 000   | 771 000 000 |                     | 771 000 000   | 771 000 000 |
|                               |                            | 753 325 613   | 753 325 613 |                     | 754 107 073   | 754 107 073 |
| 03.01 – Taxe d'habitation     |                            | 771 000 000   | 771 000 000 |                     | 771 000 000   | 771 000 000 |
|                               |                            | 753 325 613   | 753 325 613 |                     | 754 107 073   | 754 107 073 |

## CONTRIBUTION AU PLAN DE RELANCE

| Volets du plan de relance        | Autorisations d'engagement |             | Crédits de paiement |             |
|----------------------------------|----------------------------|-------------|---------------------|-------------|
|                                  | Prévision                  | Réalisation | Prévision           | Réalisation |
| Verdissement                     | 0                          | 0           | 0                   | 0           |
| Indépendance et compétitivité    | 0                          | 0           | 0                   | 0           |
| Cohésion sociale et territoriale | 0                          | 0           | 0                   | 0           |

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie                         | Autorisations d'engagement       |                    | Crédits de paiement              |                    |
|--------------------------------------------|----------------------------------|--------------------|----------------------------------|--------------------|
|                                            | Prévision LFI<br>y.c. FdC et AdP | Réalisation        | Prévision LFI<br>y.c. FdC et AdP | Réalisation        |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention          | 771 000 000                      | 753 325 613        | 771 000 000                      | 754 107 073        |
| Transferts aux collectivités territoriales | 771 000 000                      | 753 325 613        | 771 000 000                      | 754 107 073        |
| 03.01 – Taxe d'habitation                  | 771 000 000                      | 753 325 613        | 771 000 000                      | 754 107 073        |
| <b>Total</b>                               | <b>771 000 000</b>               | <b>753 325 613</b> | <b>771 000 000</b>               | <b>754 107 073</b> |

## SOUS-ACTION

## 03.01 – Taxe d'habitation

La dépense a diminué de 0,5 Md€ entre 2024 et 2025, passant de 1,3 Md€ à 0,8 Md€.

La loi de finances initiale pour 2025 comportait une prévision de dégrèvements pour 2025 de 0,8 Md€, avec laquelle la consommation effective est parfaitement en ligne.

Cette variation est portée par l'amélioration du processus de taxation des résidences secondaires en 2025 et par l'important accompagnement prodigué aux contribuables par les services de la DGFIP en vue d'une meilleure appropriation par les premiers de leurs nouvelles obligations déclaratives, dans le cadre du déploiement du projet Gérer Mes Biens Immobiliers.

## ACTION

## 04 – Admission en non valeur d'impôts locaux

| Action / Sous-action                                | Autorisations d'engagement |                    |                    | Crédits de paiement |                    |                    |
|-----------------------------------------------------|----------------------------|--------------------|--------------------|---------------------|--------------------|--------------------|
|                                                     | Titre 2                    | Autres titres      | Total              | Titre 2             | Autres titres      | Total              |
| <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>                |                            |                    |                    |                     |                    |                    |
| <i>Réalisation</i>                                  |                            |                    |                    |                     |                    |                    |
| <b>04 – Admission en non valeur d'impôts locaux</b> |                            | <b>466 825 000</b> | <b>466 825 000</b> |                     | <b>466 825 000</b> | <b>466 825 000</b> |
|                                                     |                            | <b>607 614 012</b> | <b>607 614 012</b> |                     | <b>607 603 123</b> | <b>607 603 123</b> |

| Action / Sous-action<br><i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i><br>Réalisation | Autorisations d'engagement |                            |                                          | Crédits de paiement |                            |                                          |
|-----------------------------------------------------------------------------|----------------------------|----------------------------|------------------------------------------|---------------------|----------------------------|------------------------------------------|
|                                                                             | Titre 2                    | Autres titres              | Total                                    | Titre 2             | Autres titres              | Total                                    |
| 04.01 – Admission en non valeur d'impôts locaux                             |                            | 466 825 000<br>607 614 012 | <b>466 825 000</b><br><b>607 614 012</b> |                     | 466 825 000<br>607 603 123 | <b>466 825 000</b><br><b>607 603 123</b> |

## CONTRIBUTION AU PLAN DE RELANCE

| Volets du plan de relance        | Autorisations d'engagement |             | Crédits de paiement |             |
|----------------------------------|----------------------------|-------------|---------------------|-------------|
|                                  | Prévision                  | Réalisation | Prévision           | Réalisation |
| Verdissement                     | 0                          | 0           | 0                   | 0           |
| Indépendance et compétitivité    | 0                          | 0           | 0                   | 0           |
| Cohésion sociale et territoriale | 0                          | 0           | 0                   | 0           |

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie                              | Autorisations d'engagement    |                    | Crédits de paiement           |                    |
|-------------------------------------------------|-------------------------------|--------------------|-------------------------------|--------------------|
|                                                 | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation        | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation        |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention               | 466 825 000                   | 607 614 012        | 466 825 000                   | 607 603 123        |
| Transferts aux collectivités territoriales      | 466 825 000                   | 607 614 012        | 466 825 000                   | 607 603 123        |
| 04.01 – Admission en non valeur d'impôts locaux | 466 825 000                   | 607 614 012        | 466 825 000                   | 607 603 123        |
| <b>Total</b>                                    | <b>466 825 000</b>            | <b>607 614 012</b> | <b>466 825 000</b>            | <b>607 603 123</b> |

## SOUS-ACTION

## 04.01 – Admission en non valeur d'impôts locaux

La dépense a progressé de 0,1 Md€ de 2024 à 2025, passant de 0,5 Md€ (exécution de 2024 reprise pour prévision en loi de finances initiale pour 2025) à 0,6 Md€.